

l'Anticapitaliste

n°378 | 6 avril 2017 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

COMME EN GUYANE



Dossier

**Police partout,
justice nulle part**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Colombie, une catastrophe
pas si naturelle!

Page 2

PREMIER PLAN

«Bavures» et répression: qui
nous protège de la police?

Page 2



ACTU DE CAMPAGNE

Gauche: dans cette campagne,
le PS s'éclate...

Page 4

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Imen Habib sur
la campagne BDS en France

Page 12



édito

Par COMMISSION NATIONALE ÉCOLOGIE

Colombie, une catastrophe pas si naturelle!

Toutes les parties du monde sont exposées aux phénomènes climatiques extrêmes : inondations, tornades, cyclones... En Colombie vendredi dernier, une coulée de boue a détruit une partie de la ville de Mocoa et provoqué la mort de près de 300 personnes (bilan provisoire). Cette coulée est survenue alors que des pluies torrentielles ont provoqué des inondations dans la région. Chaque saison pluvieuse, en raison du phénomène climatique El Niño, la zone andine est particulièrement arrosée en Colombie, mais aussi au Pérou et en Équateur. Mocoa était une zone à risque, où la tragédie humaine aurait pu être évitée si les autorités avaient écouté les alertes régulières de plusieurs organisations environnementales. En 2014, un éboulement avait changé le cours de l'une des rivières qui a donc débordé dans la nuit du vendredi au samedi, et d'énormes pierres avaient dévalé les montagnes sous la pression des pluies. Un rapport en juin 2016 qui émanait de l'autorité environnementale de la région, Corpo Amazonia, recommandait déjà d'évacuer le quartier qui a été le plus touché vendredi dernier, et de reloger ses habitants... La Colombie fait face régulièrement à ce genre de catastrophe. Sa topographie la rend vulnérable aux glissements de terrain. Mais la déforestation galopante aggrave la situation. Un rapport officiel pointait récemment que le département du Putumayo était l'un de ceux qui ont le plus perdu leur couverture forestière. Pour l'environnementaliste Julio Carrizosa, « la déforestation a été très intensive dans cette région. Les pentes ont été érodées. Et ainsi, avec les pluies torrentielles, les zones déforestées ont tendance à s'effondrer, à se déliter, occasionnant des mouvements de terre importants. » Non, cette catastrophe n'est pas naturelle ! Elle découle d'un système qui détruit l'environnement, dérègle le climat au point de provoquer à chaque fois des ravages, des drames. Les pays du nord sont touchés, mais les pays de sud, les plus pauvres, et leurs populations, restent les plus atteints. Tout cela montre que la crise écologique aggrave encore davantage la crise sociale, et ce n'est pas l'enchaînement rituel et médiatique des conférences sur le climat qui peut y répondre. D'où la nécessité de se battre pour un programme écosocialiste. Il y a urgence !

BIEN DIT

La situation économique? Dans l'ensemble, je suis d'accord avec le facteur [Olivier Besancenot]... Et je suis sidéré de voir à quelle vitesse la gauche s'est divisée. On dit la France en déclin. Je ne le constate pas. Tout est toujours plus concentré dans les intérêts du capitalisme mondial.

Le musicien et poète américain ARCHIE SHEPP dans le Monde du 31 mars 2017

Le 28 mars, 30 000 personnes ont marché dans les rues de Cayenne et de Saint-Laurent. À l'heure où nous écrivons, des milliers de personnes se rassemblent à Kourou pour marcher vers le centre spatial. Même sur le Haut-Maroni, les Amérindiens ont mis des banderoles sur leurs pirogues et ont descendu le fleuve pour se joindre aux rassemblements à Maripasoula. Qu'est-ce qui explique cette mobilisation historique et pacifique ?

Les fruits pourris de l'État français

Vue de France, la Guyane a l'image d'un Far West amazonien où règnent la violence et le désordre. Et cette mobilisation est parfois présentée comme le caprice d'enfants gâtés qui bénéficieraient déjà largement de la générosité française, à travers les allocations et les primes des fonctionnaires. Cette vision passe à côté des enjeux majeurs représentés par « l'outre-mer français ». Deuxième empire maritime au monde, seul État à exercer sa souveraineté sur tous les continents et tous les océans, la France doit aux « confettis » de son empire colonial de rester dans le club des grandes puissances. Leur contribution est déterminante au niveau géostratégique, scientifique, militaire, mais aussi du point de vue des ressources de la mer qui devraient prendre une place considérable dans le siècle qui vient. La Guyane est la plus vaste des dernières colonies françaises, et potentiellement la plus riche. De la taille du Portugal, hôte de l'Agence spatiale européenne à Kourou, voisine du « géant brésilien » qui s'impose comme puissance régionale, ses ressources sont encore faiblement exploitées. La biodiversité de la forêt, qui couvre 90% du territoire, attire multinationales et laboratoires pharmaceutiques, tandis que le pétrole, l'or et les autres minerais pourraient financer un développement endogène qui sortirait la population de la dépendance vis-à-vis de la métropole. C'est cet espoir qu'a su cristalliser le mouvement actuel. Toutes les couches sociales et classes d'âge y sont représentées, dans une société en pleine croissance démographique. Les moins de 30 ans sont majoritaires mais un jeune sur deux se trouve aujourd'hui au chômage. L'État préfère laisser vivre la population grâce

À la Une

Comme en Guyane... Résister, lutter

Déjà dix jours que les barrages sont dressés dans toute la Guyane. Une semaine que la principale centrale syndicale, l'UTG, a déposé son mot d'ordre de grève générale.



Devant la préfecture de Guyane à Cayenne, dimanche 2 avril. DR

aux allocations, au RSA et aux jobs non déclarés, plutôt qu'allouer les moyens nécessaires à l'éducation et à la formation des jeunes générations. On achète la paix sociale au prix de « l'assistanat ». La richesse ostentatoire jouxte ainsi la grande pauvreté, selon un modèle que l'on peut qualifier d'économie de transfert : l'argent public, arrivé de France sous forme de minimes sociaux et des salaires majorés des fonctionnaires... y retourne sous la forme de consommation.

Une mobilisation qui continue et qui va laisser des traces

« Bloublou fini ! » : plus de mensonges ! « Nou gon ké sa ! » : on n'en peut plus ! L'objectif est d'en finir avec le contre-développement structurel. L'insécurité est dans tous les esprits et fait tristement la une des médias semaine après semaine. Une partie de la jeunesse est sur le bord de la route, cherche son quotidien de manière parallèle, est tentée par l'autodestruction. L'insécurité est la partie visible de l'iceberg. Le chômage plombe

la société, l'école est incapable de remplir son rôle, parce qu'elle n'arrive pas à accueillir dans des conditions correctes l'ensemble des jeunes, et parce qu'elle fabrique massivement de l'échec scolaire. Depuis l'école primaire – dont seulement 1 élève sur 4 sort avec les compétences de base en français et en maths, au lycée – qui ne permet qu'au même quart d'une classe d'âge d'accéder au baccalauréat, à l'université – où le taux d'échec en première année est massif dans de nombreuses filières. Le système français est inadapté aux réalités culturelles, linguistiques, climatiques et économiques du pays. Le mouvement a été impulsé par des collectifs citoyens contre l'insécurité, en relation avec des secteurs socioprofessionnels (du Medef aux toutes petites entreprises...). Les 500 frères, qui rassemblent à l'origine les habitués d'une salle de musculation d'un quartier populaire cayennais, ont marqué les esprits par leur sens de la mise en scène et leur détermination. Les premières revendications n'étaient donc pas

spécialement progressistes : plus de moyens pour la police, plus de répression, l'extradition des détenus d'origine étrangère, et le paiement des subventions et aides dues aux agriculteurs, aux pêcheurs et à d'autres secteurs. Cependant, tout mouvement social en Guyane pose rapidement les questions de fond qui traversent le pays : le chômage, le manque d'infrastructures, le monopole de l'État sur la terre, l'inadaptation des lois françaises et la nécessité de changer les relations avec la « métropole »... Le MDES (mouvement de décolonisation et d'émancipation sociale) rassemble des militantEs expérimentés qui portent la mémoire des grands mouvements sociaux des années 1990-2000. L'entrée en grève reconductible du syndicat UTG de l'éclairage, qui tient le barrage devant le Centre spatial guyanais avec un collectif d'usagers et de salariés de l'hôpital, a donné une base de classe au mouvement, amplifié par la grève générale. Depuis quelques jours, sur les barrages, sur Radio Péyi et sur les réseaux sociaux qui jouent un rôle déterminant, l'évolution statutaire est au centre des débats. Si la France ne veut pas financer le développement de la Guyane, qu'au moins elle la laisse s'administrer elle-même ! L'avenir du mouvement n'est pas encore écrit, mais tout le monde en Guyane sent qu'une page est en train de se tourner, que la société porte un nouveau regard sur elle-même, que la tentation xénophobe peut être contrée par une vision solidaire et plus égalitaire. Cette voie, ouverte par la mobilisation sociale du plus grand nombre, par leur détermination, leur radicalité, c'est aussi ce que nous voulons porter dans cette campagne présidentielle avec la candidature de Philippe Poutou.

De Guyane, Vincent Touchaleaume

« BAVURES » ET RÉPRESSION

Qui nous protège de la police ?

Moins de deux semaines après la forte mobilisation du 19 mars pour la Marche pour la justice et la dignité, deux nouveaux crimes viennent alourdir le sombre palmarès des tueurs en uniforme. Les deux victimes de ces crimes policiers sont issues, l'une de la communauté des « gens du voyage », l'autre de la communauté chinoise...

J eudi 30 mars, Angelo Garand, détenu en fuite depuis septembre dernier, est présumé avoir trouvé refuge sur un domaine de Seur (Loir-et-Cher). Les flics locaux font appel au GIGN et cernent les lieux. Le fugitif tente d'échapper à l'arrestation en « brandissant un couteau » face à des gendarmes lourdement armés et protégés. Il est « neutralisé »... ce qui en langage policier veut dire abattu de plusieurs balles. Les deux gendarmes auteurs des tirs invoquent la légitime défense, et, après une courte garde à vue, sont remis en liberté. Soyons rassurés, l'IGPN mène l'enquête !

Un important dispositif policier a été mis en place pour dissuader toute protestation locale. La famille d'Angelo conteste la version policière et envisage la constitution d'un comité vérité et justice. Une cagnotte a été mise en place afin que celle-ci puisse nommer un avocat et se constituer partie civile.

En plein Paris

Quatre jours plus tôt, le dimanche 26 mars, cité Curial dans le 19^e arrondissement de Paris, M. Liu Shaoyo, un Chinois de 53 ans, est abattu dans son appartement par des membres de la BAC. Appelés par des voisins pour

une banale histoire de voisinage, les flics n'ont pas hésité à défoncer la porte, faisant irruption, arme au poing, protégés par des gilets pare-balles. Là, ce sera la menace d'une paire de ciseaux de cuisine qui aurait contraint nos braves policiers à « neutraliser » cet homme, c'est-à-dire à le tuer sous les yeux de sa famille... Rassurons-nous, l'IGPN mène aussi l'enquête ! Rapidement connu, le drame suscite une vive émotion dans la communauté chinoise, et dès le lendemain, des rassemblements auront lieu chaque soir devant le commissariat du 19^e où, en particulier des jeunes viendront

exprimer leur colère, leur indignation, et leur volonté que toute la lumière soit faite sur ce qui apparaît clairement comme un nouveau crime policier. Des rassemblements qui seront violemment réprimés par la police, entraînant de nombreux blessés, des dizaines d'interpellations et mises en garde à vue. Dimanche 2 avril, plus de 6000 personnes ont rendu un dernier hommage à Liu Shaoyo avec une présence policière insupportable et provocatrice qui a entraîné de nouveaux affrontements avec des jeunes survoltés criant « police assassins ! » Manifestant au coude à coude avec d'autres jeunes déjà convaincus de l'urgence et de la nécessité de s'organiser face aux violences policières, les jeunes chinois ou franco-chinois que l'on avait peu vus à la Marche du 19 mars exprimaient également leur dégoût face au traitement médiatique dégueulasse des événements. « On serait donc manipulés par des communistes et des mafieux. C'est bien,

Un monde à changer

ILS ONT VOLÉ 200 MILLIARDS. À chaque fois que Philippe Poutou avance des mesures comme l'augmentation des retraites ou l'embauche de personnels dans les hôpitaux, il se fait retoquer par des journalistes ou des économistes hautains qui veulent démontrer par A+B que de l'argent, il n'y en aurait pas... C'est le refrain permanent de la gauche de gouvernement à la droite depuis un bon nombre d'années, ce qui n'empêche pas la multiplication des cadeaux au patronat et aux grandes fortunes. Mardi 28 mars, l'association Attac, soutenue par un ensemble d'organisations, a apporté de l'eau à notre moulin en publiant un rapport intitulé «*Rendez l'argent!*»¹ qui montre qu'il serait possible de récupérer chaque année jusqu'à 200 milliards d'euros d'argent public «*confisqué*». Confisqué par qui? Les riches et les grandes entreprises. Citons quelques-unes des ressources énumérées dans le rapport: la fraude à l'impôt et aux cotisations sociales des entreprises, qui représente 60 à 80 milliards d'euros par an; le crédit impôt recherche

accordé aux entreprises, qui coûte 5 milliards d'euros à peu près inutilement; l'impôt sur le revenu, qui, si l'on renforçait sa progressivité pour que les ménages très aisés y contribuent davantage, permettrait de dégager entre 5 et 10 milliards; une réforme limitée de l'impôt sur les sociétés qui permettrait de dégager jusqu'à 10 milliards d'euros; l'abandon du CICE et du pacte de responsabilité qui permettrait de récupérer 40 milliards d'euros; une taxe sur les transactions financières, qui pourrait rapporter entre 10 et 36 milliards d'euros (selon son taux et son champ d'application). Au total, ce sont donc jusqu'à 200 milliards de recettes fiscales qui sont potentiellement récupérables, cela sans alourdir les impôts et taxes acquittés par les classes populaires et moyennes, ni supprimer des dizaines de milliers de postes de fonctionnaires... Mais pour cela, il faut une vraie volonté de s'attaquer à ceux qui profitent du système!

1 - <https://france.attac.org/actus-et-medias/salle-de-presse/article/nous-avons-trouve-200-milliards-necessaires-a-la-transition-sociale-et#nb1>

Les chiffres du mois de février 2017 publiés par Pôle emploi font bien apparaître une légère baisse (- 3500) du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois n'exerçant aucune activité (catégorie A). Mais si on intègre à ces chiffres les demandeurs en catégorie B et C (qui exercent une activité réduite), le nombre de demandeurs d'emploi disponibles a crû de 28 800 au cours du dernier mois. Sur un an, le nombre d'inscrits en catégorie A a diminué de 3,2% et celui d'inscrits en catégories A, B, C a crû de 1%. Donc, l'évolution récente, c'est un peu moins de chômeurs totaux et plus de précaires.

Un chômeur sur deux est indemnisé

Sur le territoire «*français*» (y compris les «*DROM*»), le nombre de demandeurs d'emploi s'élève à 3,7 millions de personnes pour la catégorie A et à 5,8 millions pour les catégories A, B, C. Sous Hollande, entre mai 2012 et février 2017, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A a augmenté de 560 000 et celui des demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, B et C a progressé de plus de 1,1 million de personnes. Il faut y ajouter près de 750 000 personnes inscrites à Pôle emploi mais non immédiatement disponibles. La situation en matière de chômage continue donc d'être catastrophique. Et un chômeur sur deux n'est pas indemnisé: en décembre 2016, 3,3 millions de chômeurs de toutes catégories percevaient une indemnité, dont 2,8 millions au titre de l'assurance chômage.

ACCORD UNEDIC

Sur le dos des chômeurs

«*L'inversion de la courbe du chômage*» se fait attendre. Et l'accord Unedic ne va pas améliorer les choses, surtout pour les chômeurs âgés dont les droits sont rognés...



Un accord indécent

Dans ce contexte, l'accord sur l'Unedic annoncé le 30 mars dernier n'en est que plus indécent. Le Medef a trouvé une nouvelle fois des «*partenaires sociaux*» compréhensifs, puisque, parmi les organisations participant aux négociations, seule la CGT a refusé l'accord proposé. Les mesures de régression sociale prises concernant surtout les salariés âgés qui ont pourtant le plus de mal

à retrouver un emploi: les possibilités d'accéder à une indemnisation plus longue sont repoussées de 50 à 55 ans, avec comme conséquence de faire basculer de plus en plus de personnes vers des minima sociaux insuffisants pour vivre. Le représentant du patronat a accepté une hausse très limitée (de 4 à 4,05%) de sa contribution: cela a suscité le mécontentement de certains secteurs du Medef alors que

cette augmentation correspond à la baisse déjà actée de la cotisation des patrons pour les impayés de salaires des entreprises en faillite. Du coup, sauf la CGT, les syndicats ont abandonné leur exigence de surtaxation des CDD et la taxe existante depuis 2013 est pratiquement supprimée. Dans la réalité des chômeurs, il y aura, selon les mots cyniques de Véronique Descacq de la CFDT «*des gagnants et des perdants*»... Merci pour les perdants.

Le gouvernement co-responsable du chômage

Le gouvernement s'apprête à valider cet accord. Il a distribué des milliards aux grandes entreprises via le CICE qui a prolongé la politique d'allègement des cotisations sociales patronales. Par sa soumission au patronat, il partage la responsabilité de l'augmentation du chômage et de la précarité.

Fondamentalement, le chômage est la conséquence d'un système économique qui utilise et rejette les travailleurEs au gré des restructurations, délocalisations, et autres «*modernisations*». Les chômeurs ont tous droit à une indemnisation qui leur permette de vivre dans des conditions décentes.

Henri Wilno

il y a tous les clichés en une seule fois», s'exprimait ainsi un responsable de l'AJCF (association des jeunes chinois en France). Le temps des «*vieilles associations*» qui appellent au calme est révolu: «*les assos sont débordées, nous en avons marre d'être invisibles*», «*non, on ne peut pas réduire ce meurtre à une affaire de chinois*». «*C'est comme pour Théo ou Adama*»...

Mettre fin à cette danse macabre!

Confortés par les dispositions d'un état d'urgence permanent et par l'impunité que leur assure la «*présomption de légitime défense*», les flics, largement imprégnés par les idées racistes et xénophobes, usent et abusent d'un véritable permis de tuer.

Les discours ultra sécuritaires véhiculés par les candidatEs à l'élection présidentielle les y encouragent. De la «*tolérance zéro*» de Macron, du rêve de rétablir la peine de mort de Le Pen, aux illusions d'une «*police républicaine*» pour d'autres, les

habitantEs des quartiers populaires et les acteurs du mouvement social n'ont rien à attendre des institutions pour les protéger de la police. Ce n'est que dans la rue, dans des mobilisations, en développant le soutien aux victimes des violences policières, que nous pourrons tous ensemble imposer un programme d'urgence: pour le désarmement de la police, la dissolution des BAC, et de l'IGPN, scandaleusement respectée comme structure vertueuse et indépendante alors qu'elle n'est qu'un organisme de blanchiment des «*bavures*» policières.

La marche du 19 mars était un point de convergence qui ne saurait se limiter à une manifestation annuelle. Ce n'est qu'en renforçant ou en créant des collectifs dans les quartiers, les facs, les lycées, les lieux de travail, contre les violences policières, le racisme et l'islamophobie, que nous construirons un rapport de forces permanent.

Alain Pojolat

Voir aussi le dossier police et justice en pages 6-7



Paris 19^e, deux jours après la mort de Liu Shaoyu. DR

Le chiffre

13 100

C'est le nombre de demandes de licenciement de représentantE du personnel ou syndical qui ont été déposées en 2014 (dernier chiffre disponible). Et plus des 3/4 de ces demandes sont acceptées par l'inspection du travail...



Agenda

Vendredi 7 avril, journée européenne d'action pour la santé, Paris.

À l'initiative du «*Réseau européen contre la privatisation et la commercialisation de la santé et de la protection sociale*», à partir de 18h30 place la République, diverses conférences et prises de parole.

Judi 20 avril, rencontres de La Brèche, Paris. Omerta à l'hôpital.

Le livre noir des maltraitances faites aux étudiants en santé (Michalon, 2017), présenté par son auteure, Valérie Auslender, à partir de 18h à la librairie, 27, rue Taine, Paris 12^e.

Samedi 22 avril, manifestation du «premier tour social», Paris.

À 14h place de la République.

Judi 27 avril, rencontres de La Brèche, Paris. Le militaire. Une histoire française (Éditions Amsterdam, 2017),

présenté par son auteur, Claude Serfati, à partir de 18h à la librairie, 27, rue Taine, Paris 12^e.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Un éleveur n'aime pas faire souffrir ses animaux, c'est comme penser qu'un entrepreneur aime licencier...

EMMANUEL MACRON, devant le congrès de la FNSEA, jeudi 30 mars

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication:**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction:**
Manu Bichindaritz

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoiimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

2017

PHILIPPE POUTOU

GAUCHE Dans cette campagne, le PS s'éclate...

Hamon vit sans aucun doute la pire campagne présidentielle de la 5^e République. Les trahisons des siens sont quotidiennes et parachèvent ainsi l'éclatement du PS commencé au début du quinquennat Hollande.

Les socialistes ne sont jamais tendres entre eux, surtout en période d'élection présidentielle. Ségolène Royal, la candidate de 2007 en avait elle aussi fait les frais mais rien à voir avec ce qu'est en train de vivre Hamon.

Jusqu'au bout de la clarification, donc du reniement...

Alors que le vainqueur de la primaire avait indiqué qu'il travaillerait « au rassemblement de sa famille », on peut dire que « sa famille » l'a bien trahi, y compris ceux qui avaient juré du contraire. L'appel de Valls à voter Macron a enfoncé le clou de la trahison, après ceux déjà enfoncés par Le Drian, Pompili et bien d'autres. Mais tout cela n'est pas vraiment une surprise. C'est la conclusion logique du quinquennat Hollande, qui, semaine après semaine, a rompu avec son électorat « traditionnel » en menant une politique de droite : l'austérité pour les plus pauvres et les cadeaux fiscaux pour les plus riches. En nommant Valls Premier ministre, puis un banquier à l'économie, en reprenant à son compte une vieille revendication du FN comme la déchéance de la nationalité, en faisant adopter sa loi travail par la force en utilisant par trois fois le 49.3... Et la liste est encore longue ! Tout au long de ce quinquennat, Hollande tout comme Valls ont tourné le dos à la « synthèse » si chère au PS, et ont défendu avec hargne une clarification de la ligne du PS - d'un côté les « modernes » et de l'autre les « archaïques » - allant jusqu'à la fracturation, la liquidation officielle du parti du congrès d'Épinay, en torpillant leur propre candidat. Et Valls tout comme Hollande semblent, aujourd'hui, proches de leur but,



soutenus à demi-mot par Cambadélis qui est prêt à ce que le PS travaille avec le président Macron !

Tout ça pour ça ?

Lors des primaires du PS et de ses quelques satellites, Hamon a voulu se démarquer de la politique de ce quinquennat et en particulier de celle menée par Valls, son principal concurrent. Mais il a dû changer de cap rapidement pour tenter de rassembler la « famille ». Pour cela, il n'a eu de cesse d'adresser des « preuves d'amour » dans ses meetings, défendant le bilan du quinquennat, en matière de santé, le « compte pénibilité », le « compte personnel d'activité », les « postes de policiers » créés depuis cinq ans... Et pas d'inquiétude, il ne veut pas plus « renégocier la dette de la France », mais seulement « mutualiser » les dettes européennes. Hamon a même fait ovationner Hollande ou Le Drian (entre autres)... Mais rien n'y aura fait, les couteaux étaient bel et bien sortis, et les lames déjà aiguisées. La conséquence, c'est aussi que Hamon a déjà renié ses maigres promesses... avant même

d'avoir été élu, et qu'en refusant clairement la rupture avec le bilan de ces cinq dernières années, il brouille encore plus les esprits d'un électorat désenchanté, qui se tourne vers Macron et désormais vers Mélenchon.

Quel leadership, pour quelle gauche ?

Portés par une réelle dynamique et des sondages au beau fixe plaçant Mélenchon loin devant Hamon et à un cheveu de Fillon, la « France insoumise » est sur un petit nuage et du coup nous refait le coup bien connu de la gagne pour pousser au vote utile à gauche... « On peut gagner cette élection », a ainsi assuré Raquel Garrido. Et Mélenchon ne semble plus avoir qu'un seul objectif : « rattraper Fillon », considérant désormais Hamon comme un sujet secondaire... Rappelons tout de même qu'il y a cinq ans, à peu près à la même époque, Mélenchon, alors candidat du Front de gauche, était également crédité entre 12% et 15% selon les sondages... pour faire au final 11%. Mais il est aussi vrai que jamais le candidat officiel du PS n'a été crédité aussi bas.

Au-delà de cette élection dont l'ordre d'arrivée reste incertain, l'enjeu reste pour Mélenchon et Hamon la bataille pour le leadership de la gauche. Hamon et les « frondeurs » espèrent depuis longtemps refonder la gauche, en y incluant les écologistes, les communistes et même les militants du Parti de gauche... à condition que le PS reste hégémonique, ce qui n'est pas vraiment le cas aujourd'hui. Mélenchon, lui, a tiré un trait définitif sur son ancien parti, et son affaiblissement est vu comme une très bonne nouvelle lui ouvrant des perspectives de refondation à partir de la « France insoumise », ce qui l'amène d'ailleurs à chasser sur des terres qui ne sont pas qu'à gauche... Reste à construire une gauche anticapitaliste et internationaliste, ce qui n'est visiblement le souci ni de l'un ni de l'autre.

Sandra Demarcq



Agenda

Jeu 6 avril, réunion publique, Rouen. Avec Philippe Poutou, à 20h à la Halle-aux-Toiles.

Vendredi 7 avril, réunion publique, Montpellier. Avec Philippe Poutou, à 20h salle Pelloutier, 15, place Zeus.

Vendredi 7 avril, réunion publique, Amiens. Avec Olivier Besancenot, à 19h30 salle des Provinces, rue de l'Île-de-France.

Samedi 8 avril, fête anticapitaliste, Rennes. Avec Christine Poupin, à partir de 14h, salle Carrefour 18, 7, rue d'Espagne.

Lundi 10 avril, réunion publique, Reims. Avec Philippe Poutou, à 20h salle Rossini, 4, rue Rossini.

Lundi 10 avril, réunion publique, Avignon. Avec Christine Poupin, à 18h à la mairie annexe ouest, 30, avenue Monclar.

Lundi 10 avril, réunion publique, Bagneux. Avec Olivier Besancenot, à 20h salle Henri Coudon, 18, rue Salvadore-Allende.

Mardi 11 avril, réunion publique, Vénissieux/Lyon. Avec Philippe Poutou, à 20h salle Joliot-Curie.

Mercredi 12 avril, réunion publique, Blois. Avec Armelle Pertus, à 20h salle Jean-Cros, avenue de Château-Renault.

NPArguments de campagne

Pour l'émancipation de la jeunesse

Quelle est la situation des jeunes aujourd'hui ?

Les moins de 25 ans sont aujourd'hui fortement confrontés à la précarité et à la misère. Cette génération qui n'a vécu que sous le signe de la crise économique ouverte en 2008 en a également été l'une des principales victimes. Plus d'un jeune non étudiant ou lycéen sur quatre est confronté au chômage (25,8%), en 29^e position sur les 35 pays de l'OCDE, quand une partie toujours plus importante est condamnée à la précarité (plus de 80% des embauches aujourd'hui sont des contrats précaires). Pour les jeunes « actifs » ayant terminé leur formation, le salaire moyen mensuel du premier emploi s'élève à 1180 euros (contre 2225 euros net pour le salaire moyen de tous les actifs) et occupent huit fois sur dix un emploi précaire (CDD, intérim, contrats aidés). 23% des jeunes de 18 à 24 ans vivent sous le seuil de pauvreté et la moitié des 9 millions de pauvres en France ont moins de 30 ans. Une précarité qui touche aussi la jeunesse étudiante, qui voit plus de 50% de ses effectifs dans l'obligation de travailler en parallèle pour survivre.

Quel est le programme des principaux candidats ?

Face à cette situation qui se dégrade d'année en année, les principaux favoris pour l'élection présidentielle ne proposent que l'approfondissement de la misère.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

Travailler plus pour gagner moins, plus de contrats précaires, sans compter que leurs mesures feraient exploser le chômage. Fillon veut généraliser l'apprentissage et le déréguler, pour écarter définitivement les jeunes des classes populaires des études. Macron veut maquiller la précarité et la surexploitation à travers l'« auto-entrepreneuriat ». Et, de Le Pen à la gauche institutionnelle, la tendance est à la mise au pas patriotique, jusqu'au trucage des programmes scolaires au profit du « récit national », aux uniformes et au service civique, voire militaire...

Pourquoi un salaire d'autonomie ?

Nous proposons la mise en place pour tous les jeunes d'un salaire d'autonomie

à hauteur du SMIC, pour que tous les jeunes qui le souhaitent puissent accéder aux études, et dans de bonnes conditions. C'est aussi une condition pour que les jeunes puissent enfin déterminer par eux-mêmes leur orientation, leurs choix de vie, contre la mise en dépendance actuelle envers les familles, le patron dans le cas de l'apprentissage, ou l'État avec des bourses de misère et dont on ne maîtrise pas la gestion, le versement, etc. Ce salaire d'autonomie doit être financé par les cotisations patronales et géré par les jeunes eux-mêmes, en lien avec les organisations de travailleurs et dans le cadre général de la solidarité intergénérationnelle qui régit aussi le versement des retraites. Dans le même temps, pour

les jeunes qui choisissent de travailler, aucun ne doit être rémunéré à moins que le SMIC, et ils doivent avoir droit à autant de vacances et de temps de loisir que les jeunes scolarisés.

Quel est notre programme pour les lycées et l'enseignement supérieur ?

Il faut commencer par abroger toutes les lois qui ont mis en place l'autonomie des universités depuis les années 1990 qui a conduit à l'instauration de l'austérité budgétaire, dégradant les conditions d'études et augmentant de fait la sélection à l'entrée. D'autre part, cela a consisté à faire entrer des représentants des grandes entreprises et du Medef dans les conseils d'administration des universités, qui ont désormais leur mot à dire sur le contenu des formations. En ce sens, il faut stopper les fusions d'universités qui sont en cours, soutenues par tous les grands candidats, et contre lesquelles luttent de nombreux étudiantEs et travailleurs des universités. Il faut augmenter les budgets à hauteur des besoins, pour embaucher, construire les infrastructures nécessaires à l'accueil de tous ceux qui veulent étudier, et donner une autonomie pédagogique, pour des formations décidées par les étudiantEs, les professeurs et les travailleurs des universités, en fonction des besoins de la population. Sur les lycées, il faut revenir sur les réformes qui ont réduit les

budgets, supprimé des postes de profs, fait reculer la diversité des contenus au profit de notions de « compétences » ou de « socle commun » minimal. Les lycéens doivent avoir le droit de se réunir sur leurs établissements, d'afficher, de s'exprimer.

Quel avenir pour la jeunesse ?

Une indépendance matérielle et morale, un enseignement public, critique et gratuit : ce sont ici les deux conditions indispensables pour notre projet plus large d'émancipation de la jeunesse. Dès 16 ans, nous pouvons travailler, alors nous devons pouvoir nous émanciper de la tutelle de nos parents : voter, choisir ses études, son métier, son orientation sexuelle, ce que l'on veut faire de sa vie. Pour la jeunesse, et les jeunes travailleurs en particulier, nous revendiquons le droit à la culture et aux mêmes vacances que tout jeune scolarisé. Enfin, nous revendiquons la légalisation totale du cannabis, dont la consommation est le principal prétexte pour justifier l'oppression policière, particulièrement dans les quartiers populaires. Nous refusons d'être une jeunesse docile qui marche au pas et une variable d'ajustement pour les patrons qui tirent les conditions de travail vers le bas. Face au retour de l'ordre moral, aux discours patriotiques, nos mesures pour la jeunesse sont le support pour une jeunesse émancipée, libre de ses choix, une jeunesse subversive qui remet en cause la société actuelle et pose la question de son renversement.

L'Anticapitaliste la revue

Le n°86 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste, 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

MEDEF

L'examen des candidats à son service

Mardi 28 mars, le Medef faisait passer un grand oral à quatre des candidats à la présidentielle, dont Macron, Fillon et Marine Le Pen. Une première d'ailleurs pour le FN, que le Medef avait boycotté lors des précédentes élections...

Pas de doute, c'est toujours Fillon qui reste le candidat chéri des patrons. C'est le seul à avoir fait l'objet d'applaudissements nourris avant même son discours, et Gattaz l'a chaleureusement accueilli. La guerre sociale ultra-rapide annoncée depuis des mois par Fillon s'il est élu fait rêver le patronat. En cent jours, avec une majorité parlementaire de droite solide, Fillon promet d'en finir avec tout ce qui peut encore ressembler à de la protection sociale et avec la résistance syndicale. Pour Gattaz, « le programme économique et social de François Fillon a une vision vers le plein emploi, une ambition (...). Les réformes restent tout à fait pragmatiques, cohérentes pour aller vers la croissance ».

Mais rien ne dit à l'heure actuelle que Fillon arrivera à passer le premier tour... Alors contre mauvaise fortune, bon cœur : les patrons commencent à réfléchir sérieusement à l'option Macron. « C'est un homme nouveau, il doit avoir l'âge de Kennedy quand il est arrivé au pouvoir », a déclaré Loïc Armand, vice-président de L'Oréal et président de la commission Europe du Medef. « L'alternative pour cette élection, c'est lui ou Le Pen. Or, c'est le seul européen convaincu et l'Europe a besoin de changer. Je crois que c'est lui qui a la solution pour une sortie collective. S'il n'y a plus de confiance, il n'y aura plus d'investissement. Et sans investissement, il n'y aura pas de croissance ».

La victoire de Macron fait encore pour l'instant figure de saut dans l'inconnu pour une majorité du Medef. Mais elle



Fillon-Gattaz, tout un programme... DR

l'est quand même moins qu'une arrivée de Marine Le Pen à l'Élysée ! Et la prestation de la candidate du FN a vraiment fait ressortir que la sortie de l'Union européenne et de l'euro qu'elle prône n'est pas le choix privilégié à l'heure actuelle par le grand patronat français. Le Pen s'est d'ailleurs bien plus adressée aux patrons de PME qu'au noyau dirigeant du CAC 40.

Macron ou Fillon, Fillon ou Macron ? Pour Macron, ce n'est bien entendu pas « l'homme » ni son « programme » qui évidemment font hésiter les patrons, mais leur difficulté à évaluer sa capacité à mener à bien une politique aussi brutale à l'encontre du monde du travail. Il lui faudra non seulement une majorité législative stable mais aussi des relais puissants à tous les échelons des pouvoirs locaux. Et pour l'instant, « En Marche » est loin d'avoir une stature équivalente

à des appareils politiques comme ceux des Républicains ou du Parti socialiste. Certes, le ralliement de Valls, qui va encore accélérer la crise voire l'éclatement du PS, pourrait, en revanche, lui permettre d'avoir une majorité législative assez confortable, allant d'une partie de la droite à une partie du PS. Mais plus les ralliements du côté socialiste s'accroissent, plus Macron pourrait être rattrapé par son passé d'homme de confiance de Hollande durant presque cinq ans ! S'il gagne la présidentielle, rien n'est écrit encore sur quelle majorité parlementaire il s'appuiera ensuite pour gouverner. Peut-être que le Medef se plaît à imaginer un Macron président et une majorité parlementaire de droite ? Dans l'isolement, il y aura peut-être de la diversité du côté du patronat, mais de toute façon, le ou la gagnante le retrouvera un jour derrière lui ou elle face au monde du travail.

Marie-Hélène Duverger

Les Nôtres

Jacques Boisset

À terme d'un combat de presque deux années contre la maladie, Jacques, notre ami et camarade, nous a quittés à l'âge de 72 ans. Jacques, à l'École normale supérieure dont il est sorti agrégé de philosophie, a été percuté par Mai 1968 et soudain mis en présence des idées dans la rue, lui qui avait fréquenté jusqu'alors surtout les textes. À la sortie, il n'a pas souhaité se consacrer à l'enseignement supérieur comme on le lui proposait, préférant enseigner toute sa vie dans une banlieue populaire, rester dans son appartement HLM. Toujours animé par sa conviction profonde de la nécessité de changer le monde, il a d'abord sympathisé avec les idées maoïstes, puis libertaires. À la fondation du NPA, il s'est joint à nous, enthousiasmé par le projet de construire un nouveau parti anticapitaliste. Il a longtemps milité dans le comité d'Alfortville, puis à Rouen. Il s'est partagé longtemps entre Alfortville et Rouen et il n'hésitait pas à faire le trajet à moto pour se rendre là où l'appelaient ses tâches militantes. Il militait aussi à Attac.

Il était un homme discret que connaissaient surtout les camarades du SO, dont il appréciait la fraternité. Parallèlement, il a beaucoup travaillé sur les droits des femmes et les racines de leur oppression, les questions religieuses et enfin *le Capital*, qu'il a relu entièrement pour confronter cet énorme texte aux réalités du 21^e siècle et tenter d'en mettre la pertinence à l'épreuve des faits, travail auquel il a consacré

une année entière. Avec lui disparaît une somme de connaissances et de réflexions qui auraient pu nous être encore utiles.

Nous garderons le souvenir d'un militant dévoué qui ne comptait pas sa peine et trouvait encore le temps d'émouvoir ses amis sur Facebook par ses commentaires, ses photos et ses réflexions philosophiques. Il avait un esprit aussi brillant que modeste, accompagné d'un humour imparable qu'il a conservé même dans les pires moments. Sensible au sort des plus démunis, il participait entre autres au combat des sans-papiers, des sans-logis, au collectif Syrie. « Une belle personne », comme il est écrit dans les nombreux hommages qui lui sont rendus.

Nos pensées vont à ses proches et en particulier à sa compagne, notre camarade Brigitte, qui a veillé sur lui jusqu'à ses derniers instants. Camarade, ton combat continue. Tu restes dans notre cœur, nous ne t'oublierons pas.

Ses camarades et amiEs



DR

En action !

PSA Sochaux (25) « Les exploités parlent aux exploités ! » Une fois n'est pas coutume, le titre de l'article de *l'Est Républicain* au lendemain de la visite de Philippe à PSA mardi 28 mars reflétait le message que nous souhaitons faire passer dans cette campagne. Entouré d'une vingtaine de militants du NPA, notre candidat a distribué la « feuille de boîte » sous l'œil vigilant des journalistes venus en nombre. Là encore, une fois n'est pas coutume. Pas facile pour les salariés qui rentrent ou sortaient de l'usine de discuter avec le candidat : manque de temps, gêne devant les caméras, pas envie de parler politique... C'est vrai que l'ambiance devant l'usine n'était pas différente des autres jours, avec un mélange de désignation ou d'indifférence. À la question d'une journaliste qui lui demandait si ce n'était pas « racoleur de se présenter comme ouvrier chez les ouvriers », Philippe a fort justement répondu que ce qui était racoleur c'est de prétendre être « candidat du peuple quand on est millionnaire ou banquier »...

Besançon (25) Succès du meeting avec Philippe Poutou. Près de 400 personnes mardi 28 mars : salle comble, avec une grande partie de jeunes. Un jeune camarade étudiant a expliqué les conditions de la répression policière qui s'est abattue sur lui et 18 de ses camarades, expulsés du CA de la fac et placés en garde à vue. Une camarade infirmière au CHU a expliqué les conséquences de l'austérité dans la santé. Lucie a rappelé que la municipalité pro-Macron a obligé le NPA à louer les services d'une entreprise de sécurité, sous la menace de ne pas nous donner la salle...

Philippe a su capter l'attention, expliquant la nécessité pour notre camp social de reprendre nos affaires en main et présentant notre programme de mesures d'urgence : urgence climatique, chômage, précarité, licenciements, racisme, état d'urgence, solidarité entre tous les opprimés. Une représentante du collectif Solidarité migrants réfugiés a expliqué l'incessable action en faveur de ces familles qui errent dans les rues de Besançon.

Le débat a été vivant et riche et s'est terminé autour d'un pot. Une bien belle soirée, qui donne la pêche pour préparer les luttes de demain !

SNCF (75) En campagne contre la répression patronale. Environ 200 à 300 cheminotEs étaient rassemblés mercredi 29 mars à la gare Saint-Lazare à Paris, à l'appel de FO, SUD-Rail et CGT, pour protester contre des procédures disciplinaires touchant trois collègues de FO, certains mandatés DP ou CHSCT. Deux se voient reprocher des tweets prétendus insultants pour la hiérarchie, et viennent d'être pénalisés par des mises à pied non négligeables. Le troisième risque jusqu'à la radiation pour des « problèmes relationnels » avec des chefs. C'est pourtant la hiérarchie qui harcèle aujourd'hui toutes celles et ceux qui n'acceptent pas la cascade des restructurations qui se soldent par des suppressions de postes et des baisses de salaires par hold-up sur des primes. Des années de harcèlement qui ont poussé au suicide Edouard Postal, militant de Sud-Rail de Paris Saint-Lazare. Dans la mémoire de tous les participants et intervenants, dont Éric Coquerel pour France Insoumise, Nathalie Arthaud et Philippe Poutou. Celui-ci a eu des encouragements de la part de nombreux présents et des discussions sympas qui se sont poursuivies autour d'un pot.

Cachan (94) Ça ne nous passera pas avec l'âge ! Mercredi 29 mars, nous étions 70 dans une salle de l'École normale supérieure (une quarantaine d'étudiantEs et une trentaine d'habitantEs des communes alentour) venus débattre des propositions du candidat ouvrier. Sarah, étudiante venue au NPA à la faveur du mouvement du printemps dernier, a été applaudie par ses camarades de lutte du CCLT (comité Cachan contre la loi travail). Maria, factrice dans un bureau parisien, a mis en lien l'offensive politicienne réactionnaire et les incessantes attaques patronales. Alain Krivine a ensuite livré un exposé vivant sous forme de questions/réponses : nos divergences

avec Mélenchon, notre attitude vis-à-vis de LO, l'utilité d'apporter sa voix à Philippe Poutou dans les élections... Le débat qui a suivi a duré plus d'une heure : start-ups, ubérisation, FN, Union européenne, Trump...

Alain a depuis longtemps quitté les bancs de la fac, mais il n'a pas perdu la main dans l'agit-prop, contrairement à son ancien camarade Weber dont le triste sort a été évoqué dans le débat...

Narbonne (11) Avec Christine Poupin, sur les crises sociale et écologique. Préparer une réunion publique en quelques jours pour un comité en reconstruction, un sacré défi. Une vingtaine de militantEs et de sympathisantEs sont venus. Un camarade a présenté la situation dans le département, un des plus pauvres de France, où l'extrême droite grimpe, Béziers et son sinistre maire n'étant qu'à un quart d'heure. Il a évoqué les différentes luttes sur le front social (La Poste, Areva, hôpital de Narbonne, chez les vigneronEs), comme sur le front écologique (Parc des Sports, projet ultrapolluant de traitement des déchets de Malvezi). Christine a présenté l'analyse du NPA sur la crise du capitalisme et son versant climatique, environnemental, et les résistances qu'elle suscite. Elle a défendu nos réponses anticapitalistes sur les questions énergétiques, de transports et agricoles. Se pose la nécessité de reprendre nos affaires en main, économiquement, politiquement, le sens de la candidature de Philippe Poutou. Un débat a eu lieu avec la salle, qui s'est poursuivi bien après autour d'un verre...

Nantes (44) Salle comble pour Philippe Poutou. Mercredi 29 mars, le public s'est entassé tant bien que mal dans une ambiance brûlante et attentive. 350 personnes, dont une grande majorité de jeunes. Notre camarade Sandra a expliqué pourquoi le NPA est partie prenante de la lutte contre l'aéroport à Notre-Dame des Landes. Titouan

de Saint-Nazaire a rappelé les mobilisations contre la loi travail et la répression qui s'abat sur les mobilisations et plus encore sur les quartiers populaires. Sinan Zer, porte-parole à Nantes du Conseil démocratique kurde en France, a appelé tous les Turcs et les Kurdes à se mobiliser contre le référendum qui vise à donner les pleins pouvoirs à Erdogan. Il a conclu en exhortant les présents à être fiers de leurs idées et à trouver dans la candidature Poutou l'expression de la solidarité internationaliste. L'intervention de Philippe Poutou a fini de soulever le public nantais, laissant le mot de la fin à Mohammed qui a rappelé, au nom du Collectif des sans-abri de Nantes, les conditions de vie inacceptables que l'État français réserve aux migrantEs.

Lille (59) Réunion « pour sortir du nucléaire ». Le mercredi 29 mars, Le NPA lillois organisait dans le cadre de la campagne Poutou une réunion publique « transfrontalière », à 50 km de Gravelines (la plus grande centrale d'Europe) avec deux intervenants : Léo Tubbox de la LCR belge et Dominique Malvaud, de la commission nationale écologie du NPA. Ils nous ont décrit les dangers du nucléaire, qu'ils soient liés aux usages militaires ou civils et qu'ils concernent les centrales elles-mêmes, le transport de matériaux radioactifs ou le stockage des déchets. Nos intervenants ont également déconstruit les arguments des défenseurs du nucléaire, puis ont présenté nos propositions de sortie du nucléaire en 10 ans, de la nécessaire réduction de la consommation d'énergie au développement des renouvelables.

Des mobilisations antinucléaires se préparent notamment chez nos voisins belges avec, le 25 juin prochain, une chaîne humaine de 90 km de Tihange à Aix-la-Chapelle via Liège et Maastricht pour que les réacteurs de Tihange 2 et Doel 3 soient mis à l'arrêt. Une belle soirée instructive à laquelle ont assisté une dizaine de non membres du NPA.

Châteauroux (36) « Leur état d'urgence, notre démocratie ». Jeudi 30 mars, le NPA 36 animait un débat avec Julien Salingue. Un militant de l'Indre est revenu sur des faits locaux en lien avec « l'atmosphère sécuritaire » et où le spectre de la lutte contre le terrorisme sert à déployer des dispositifs impressionnant aux abords des festivals, simplement pour réprimer les jeunes qui font la fête. Le maire de Châteauroux souhaite aussi soumettre au conseil municipal le possible armement de la police municipale.

Julien est ensuite revenu sur les caractères tragiques de l'état d'urgence, comme s'habituer à la présence policière ou accepter de perdre certaines libertés au nom de la sécurité. La police peut donc se permettre des choses en toute impunité : violences policières dans les quartiers ou manifestations, saccage de mosquée lors d'une perquisition, contrôles au faciès, prises en compte des délations... Et d'un point de vue juridique, certaines mesures ne passent plus par un juge, comme les perquisitions à domicile. Les discussions ont débouché sur les questions internationales, en lien étroit avec les attaques terroristes et l'application de l'état d'urgence.

Saint-Denis (93) Couscous avec Olivier Besancenot. Vendredi 31 mars, soirée dans un restaurant de la ville organisée par le comité local. Un rendez-vous traditionnel où nous étions une soixantaine à nous réunir : militantEs, sympathisantEs mais aussi pas mal d'inconnuEs.

Olivier Besancenot a présenté un état des lieux du climat dans lequel se passe cette élection : affaires, violences policières, répression des luttes... Il a terminé en exposant les motivations du NPA pour présenter un candidat salarié, qui n'est pas un professionnel de la politique. Nous avons terminé par un échange avec la salle – forces policières, représentativité syndicale, expropriation des grands capitalistes... – puis un moment convivial autour d'un couscous et de bons desserts préparés par les militantEs locaux.

BILAN DU QUINQUENNAT HOLLANDE : À DROITE TOUTE !

Dans la continuité de Sarkozy, Hollande a fait beaucoup contre les libertés et les droits, en particulier ceux des étrangerEs, des femmes, des jeunes et des militantEs par le renforcement de l'exécutif et de la justice de classe, grâce à l'adoption de lois sécuritaires et à l'instauration d'un état d'urgence permanent depuis novembre 2015. Retour sur ce quinquennat noir.

Une politique d'enfermement des classes dangereuses

Encore une promesse de Hollande non tenue : celle de réduire la surpopulation carcérale ! Pire, celle-ci a augmenté. En mars 2017, 69 430 personnes sont détenues, une augmentation de 2,7% depuis un an. Le taux d'occupation moyenne des prisons de la misère est de 117%, 210% dans quelques-unes !

L'embalement d'une partie de la population résulte d'un cumul de phénomènes simultanés et volontaires : l'allongement de la durée et l'augmentation du nombre de personnes présumées innocentes en détention provisoire (29,20% du nombre de détenuEs, soit une augmentation de 7,3% en un an), la création de nouveaux délits passibles d'emprisonnement (l'embuscade sans commission d'actes par exemple), l'allongement de la durée des peines de prison prononcées contre les auteurs de petits délits (outrage à agents, rébellion...). Le risque d'attentat a notamment été utilisé pour se débarrasser de l'obligation de fournir la preuve pour condamner et enfermer. À celle-ci sont substituées les notions floues de « soupçon raisonnable » (c'est quoi « raisonnable » ?) ou de « comportement de nature à provoquer une menace pour l'ordre public ». Soit une possibilité de condamner une quantité de personnes quasi illimitée. Par ailleurs, toutes les autres privations de liberté ont augmenté : les gardes à vue prolongées – 96 heures si est décelée une « intention » d'acte terroriste –, les assignations à résidence de migrantEs, de personnes islamistes radicalisées ou supposées telles, de militantEs avant et pendant des manifestations ou accusés de délit de solidarité avec les migrantEs.

La France championne des législations répressives dans l'UE

Quatorze pays européens ont mis en œuvre des législations antiterroristes suite à la résolution 2178 de l'ONU : « les États doivent adopter des lois visant à

s'attaquer à la menace de combattants terroristes étrangers ». Amnesty estime que partout ces lois ont été votées à la hâte et sans débat, que toutes dérogent aux règles démocratiques et aux droits humains, consolident gravement les pouvoirs de l'exécutif tout en restant floues sur la définition du terrorisme et « prennent arbitrairement pour cible les réfugiés migrants, les défenseurs des droits humains, les opposants syndicaux et politiques et les minorités »...

Mais le gouvernement français a fait plus et s'est fait rappeler à l'ordre sur les perquisitions de nuit particulièrement traumatisantes et les longues assignations à résidence. Non seulement il a fait adopter la loi renseignement, modèle mondial de la remise en cause du droit à la vie privée, ainsi que quatre lois antiterroristes, dont celle de juin 2016 qui intègre toutes les mesures prônées par la droite depuis des mois, sauf la rétention de sûreté pour les fichés S. Et il reste le seul État européen à imposer l'état d'urgence.

L'état d'urgence permanent ?

On sait que les multiples possibilités d'intervention contre le terrorisme sont déjà contenues dans la kyrielle de lois en vigueur, il faut donc chercher d'autres explications à cette décision inique. Le passé colonial et le présent néocolonial français pèsent évidemment dans ce choix, d'autant plus facilement qu'il existe un réel profilage ethnique de la part des forces de répression, soit un réel racisme par une majeure partie des forces de police à l'égard des étrangerEs et des jeunes issus de l'immigration. Petit à petit, le champ d'application de l'état d'urgence s'étend et révèle sa véritable utilité : maintenir l'ordre, leur ordre, à n'importe quel prix... et pour cela légaliser tous les abus. Avec une répression féroce contre certainEs et une privation des droits et libertés pour toutEs. Ce qui facilite la montée d'un ordre réactionnaire...

La question qui se pose aujourd'hui pour une partie des

candidats à la présidentielle « de gauche » est comment et/ou à quel moment opportun sortir de l'état d'urgence ? Pendant que d'autres, à droite et à l'extrême droite, se demandent comment ne pas en sortir ! Hollande et Valls leur ont soufflé en partie la réponse : en changeant la Constitution pour y constitutionaliser cet État d'exception. Eux n'ont pas réussi, mais nul doute que cet essai pourra être transformé par le ou la future locataire de l'Élysée. Pour nous, c'est clair : la fin de l'état d'urgence, ce serait tout de suite !

Quel « État de droit » ?

Tenter de faire un bilan à la fin du quinquennat d'institutions telles que la justice et la police, c'est observer où en est « l'État de droit ». Trahissant toutes ses promesses, Hollande a délibérément choisi de répondre aux exigences patronales de faire baisser fortement et durablement le prix de la force du travail et de détruire en partie les droits des salariéEs de s'organiser et de se défendre. Ceci de manière encore plus aboutie, notamment dans la loi travail, que ce qu'avaient pu réaliser les gouvernements précédents.

Pour imposer cela, et c'est la marque constante de ce mandat, la priorité est donnée à l'exécutif sur le législatif, avec l'utilisation du 49.3 à répétition et l'adoption de lois importantes en une seule lecture et sans débat. Des lois qui se traduiront sur tout le territoire national par la suprématie de l'administratif sur le judiciaire, le tout dans un climat de racisme et de répression ciblée intense, orchestrés au plus haut niveau de l'État. Ainsi, on se rappelle du long et scandaleux épisode sur la déchéance de nationalité.

Le bilan de ce quinquennat confirme qu'à l'offensive néolibérale amplement soutenue par un gouvernement correspond une forte offensive autoritaire de ce même gouvernement. Au risque de faire chanceler leur « État de droit » qui se veut démocratique et repose en partie sur l'équilibre des pouvoirs.



Dossier réa

S' il est un domaine où Hollande et son gouvernement ont été particulièrement pas la lutte contre le chômage... mais la mise œuvre d'une politique autoritaire exhaustif d'un quinquennat qui a diminué le poids de la justice en faveur de éclater l'équilibre – déjà bien relatif – des pouvoirs.

LA POLICE, ON EN FAIT QUOI ?

Dans les mouvements sociaux qui se sont succédé, de Sivens à la COP21 en passant par la lutte de Notre-Dame-des-Landes, dans toutes les manifestations contre la loi travail, mais aussi dans les quartiers populaires ou la chasse aux migrantEs, la police a été particulièrement mobilisée...

Choyée par le gouvernement...

9 341 postes créés dans les forces de l'ordre depuis 2012... avec 4 600 jeunes qui vont sortir de l'école de police rien que cette année ! Des crédits nouveaux ont permis l'achat d'équipements, de voitures et surtout le surarmement : fusils à pompe, fusils d'assaut, pistolets mitrailleurs Beretta, Tasers, lanceurs de balles de défense, grenades de désencerclement... Cette police surarmée est la plus armée de toutes les polices européennes. Ce qui incite à la toute puissance de policiers : multiplication des contrôles au faciès, injures et tutoiements réguliers, notamment contre les jeunes des quartiers populaires et les migrantEs, violences lors des manifestations provoquant des blessures graves. Alors qu'en moyenne, une personne meurt chaque mois lors d'une intervention policière, sur les 59 affaires où des agents ont fait usage de leur arme entre 2012

et 2016... seuls deux policiers ont été renvoyés devant un tribunal !

Des comportements factieux

Il y a quelques mois, des policiers n'ont pas hésité à manifester sous les fenêtres de la Garde des sceaux, Christiane Taubira, accusée de laxisme envers les délinquants. Ce type de manifestation policière est rare : il s'était produit en 1983, après la mort de deux policiers, contre le ministre de la Justice de l'époque Robert Badinter. L'un venait de supprimer la peine de mort et la Cour de sûreté de l'État, et l'autre, femme et Guyanaise, essayait de développer les peines alternatives à l'incarcération... Tout aussi exceptionnel le fait que des policiers marchent sur l'Élysée, de nuit avec armes et en uniforme ! Ces manifestations évidemment interdites et à caractère factieux surviennent lors de crises profondes des institutions, comme le 13 mars 1958 contre l'Assemblée nationale, ce qui avait précipité

la fin de la 4^e République et l'arrivée du préfet Maurice Papon. Elle annonçait la 5^e République, avec sa Constitution autoritaire qui donne quasiment les pleins pouvoirs à l'exécutif.

Et ils ont gagné !

En défiant le Président de la République et son gouvernement, ils ont réussi à s'exonérer du contrôle de la justice, et en se revendiquant hors la loi, la police est devenue encore plus puissante ! En particulier sur l'alignement de leurs conditions de tirs sur celles des militaires, l'anonymat pour certaines opérations, le doublement des peines pour outrage, la possibilité d'armement de toutes les catégories professionnelles assurant la sécurité ou la tranquillité publiques : policiers municipaux, agents de sécurité de la RATP et de la SNCF... Avec dernièrement des caméras individuelles, essentiellement « pour témoigner de leur bonne foi en cas d'incident », comme l'expliquait

RÉFORME DE LA POLICE



CHARMAG

JUSTICE D'EXCEPTION, LA LÉGALISATION DE LA JUSTICE DE CLASSE!

La présidence Hollande a permis une poussée généralisée de l'arbitraire au profit de l'exécutif, du ministère de l'Intérieur, des préfets, cela au détriment de la justice.

Le pouvoir de l'exécutif renforcé au détriment de celui de la justice

Ainsi le juge judiciaire, garant par l'article 66 de la Constitution des libertés individuelles et collectives, a de moins en moins la possibilité de contrôler l'application par la police des multiples dispositifs de l'état d'urgence. Nombre de décisions sont ainsi transférées du juge au préfet, de la justice à l'administratif, comme les perquisitions de véhicules et de logements ou les assignations à résidence. Il n'y a pas de décision judiciaire à priori, et les contrôles à posteriori du juge administratif sur le bien fondé de ces atteintes graves aux droits et libertés sont quasi impossibles.

Simulacres de justice pour le plus grand nombre

Avec les arrestations policières de masse, notamment par la technique du massage dans les manifestations ou le sempiternel délit d'outrage à agents dans les rues ou les quartiers populaires, nous avons assisté au renforcement de la justice de flagrance. Cela se traduit par la multiplication des comparutions immédiates, des « machines à enfermer »... Comme si cette justice d'abattage n'existait que pour entériner l'action de la police et du procureur : pas d'enquête de personnalité ni des circonstances, pas de débats contradictoires, pas de réels droits de la défense. C'est une justice particulière et particulièrement destinée aux pauvres. En 30 minutes d'audience en moyenne, le prévenu peut être condamné à des peines allant de 6 mois à 10 ans d'incarcération! En 2015, sur 46722 personnes jugées,

45232 ont été condamnées à de la prison avec ou sans sursis, ceci après un entretien de 20 minutes avec un avocat, généralement commis d'office qui découvrirait le dossier.

Nous exigeons la fin de cette caricature de justice que sont les comparutions immédiates, un financement à la hauteur des besoins de l'aide juridictionnelle pour que le droit à la défense soit accessible à toutes et tous, la fin de l'incarcération en préventive pour tous les actes de délinquance mineurs, la fin de l'enfermement des étrangers en raison de leur situation administrative. Nous voulons aussi le maintien et le développement de la fonction des juges d'instruction.

Privilèges pour les riches!

La Cour de justice de la République, dont Hollande avait promis la suppression, c'est LA juridiction d'exception du pouvoir par excellence. Composée de ses pairs, elle lui permet de se juger lui-même et d'échapper ainsi aux tribunaux de droit commun. Nous voulons la supprimer de même que l'immunité des parlementaires.

En ce qui concerne les faits de fraude fiscale, aujourd'hui encore le ministère des Finances doit donner son accord pour que le procureur de la République saisisse le parquet financier : le « verrou de Bercy »! Pour ces délits demandant de longues investigations pour réunir les preuves, un décret récent vient encore de faciliter la vie des riches voyous de la finance : alors qu'il n'y avait pas de limite de prescription à la poursuite des contrevenants, celle-ci vient d'être fixée à 12 ans! Nous voulons le

retour à la prescription illimitée, l'indépendance du pouvoir politique pour le parquet financier et le renforcement de ses moyens afin de s'attaquer sérieusement à cette grande délinquance que représente la fraude fiscale (autour de 80 milliards annuels rien qu'en France!) et plus généralement la corruption à grande échelle.

Pour une justice au service des plus vulnérables, nos propositions

Le budget de la justice en France est l'un des plus faibles parmi les pays de l'Union européenne. Dans certaines juridictions, surtout dans les départements les plus pauvres, il faut parfois un an et demi pour qu'un enfant en danger puisse être reçu par un juge! Les moyens de la protection judiciaire des mineurs, qui permet de prioriser l'éducation sur la répression parce qu'il s'agit de protéger des enfants et adolescents et donc plus globalement leur avenir, doivent être maintenus et développés.

Il en est de même de la protection spéciale des salariéEs, les Prud'hommes, qui visent à atténuer un peu le déséquilibre lié au système économique de domination sociale du patron sur le salariéE.

Il faut également défaire les sanctions que l'état d'urgence a favorisé. C'est pourquoi nous demandons l'amnistie pour toutes les personnes mises en cause dans les luttes sociales (comme à Air France, Goodyear, La Poste, etc.), dans les nombreuses manifestations contre la COP21 ou l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, contre la loi travail, ou pour délit de solidarité avec les migrants.

ALLER PLUS LOIN...

La justice et la police telles que nous les connaissons doivent être révolutionnées au même titre que nous voulons révolutionner la société et abattre le système capitaliste!

Ce que nous voulons est à l'exact opposé de ce qui se passe aujourd'hui : une justice qui protège les droits, pour le plus grand nombre, et qui sanctionne sévèrement les délits et crimes des puissants.

Pour une justice au service de la majorité

La justice que nous voulons devra veiller à la mise en application de droits pour le plus grand nombre. Les droits de demain sont nos revendications et nos luttes d'aujourd'hui. Parmi ceux-ci, le droit au travail (et donc l'interdiction des licenciements) et celui de décider dans l'entreprise (l'utilité de ce qu'on produit, où, avec quel salaire, quelles conditions de travail), au logement (avec l'interdiction des expulsions sans relogement), à la santé, à l'éducation, à la culture, au vote à toutes les élections pour tous les résidentEs étrangers, à la protection des personnes plus vulnérables comme les enfants ou les malades.

Il nous faudra remettre en cause la hiérarchie des délits. Ainsi, de nombreuses personnes qui sont jugées durement aujourd'hui pour des faits mineurs sont aussi souvent des victimes depuis longtemps d'injustices et/ou de discriminations. L'incarcération ne devra plus être possible pour les délits mineurs et devra en règle générale devenir exceptionnelle. Les personnes qui se mettent en danger ou mettent en danger les autres doivent être prises en compte et en charge et non jetées en prison. L'usage de cannabis devra être dépénalisé.

Au contraire, la délinquance criminelle, celle contre l'environnement (comme la pollution des mers et de la terre ou la destruction d'équilibres écologiques pour la construction de grands projets inutiles), celle relative à la traite et à la mise en esclavage des êtres humains, la délinquance économique, la fraude fiscale, la corruption, devront devenir des délits majeurs et être enfin sanctionnés lourdement.

Pour une justice juste, il faut l'indépendance de celle-ci du pouvoir politique, les moyens et

le temps du débat contradictoire. Il faut donc renforcer les moyens humains et financiers. Pour une justice au service de touTEs, il faut que la justice reflète mieux la société et ne s'apparente pas à une caste. C'est pourquoi plusieurs syndicats de magistrats et d'avocats proposent d'ouvrir largement les professions de justice à toutes les catégories sociales.

Police... ou service public?

Il ne peut y avoir de « bonne police républicaine », tant que son rôle consiste à faire respecter les droits d'une minorité, essentiellement ceux de propriété des possédants, tout en réprimant toutes celles et ceux qui se battent contre le rapt de la richesse produite ou pour simplement vivre ou survivre. Nous imaginons un service public chargé de faire respecter des droits nouveaux, proche des habitantEs, au service des personnes vulnérables, capable d'apaiser des tensions de voisinage. Mais peut-être ne faudra-t-il plus l'appeler police? Une police de l'investigation auprès des juges d'instruction devra travailler sur la grande délinquance et la criminalité.

La démocratie jusqu'au bout

Ce ne sont que quelques pistes à mettre en débat, comme elles l'ont déjà été, avec beaucoup d'autres propositions, lors des discussions passionnées par exemple à Nuit debout, et comme elles le seront demain à chaque fois que nous serons en grève et en rêve illimités, dans la rue et sur les places, pour protester contre les diktats de ce vieux monde... et en inventer un nouveau!

Aujourd'hui, les droits que nous devons avoir demain, passent par des luttes souvent dures contre les licenciements, la fermeture de services de santé, la répression, pour l'accueil des migrantEs, l'arrêt des grands travaux inutiles, la fin des expulsions de logement... Ces mobilisations sont essentielles parce qu'elles rejettent concrètement tout ce dont nous ne voulons plus. Mais nous savons bien qu'elles devront s'amplifier, être plus nombreuses et coordonnées, si nous voulons vraiment que tout change!



lisé par Roseline Vachetta

nt actifs, ce n'est vraiment
aire. Essai de bilan non
e la police, faisant ainsi

DÉSARMER LA POLICE, MAINTENANT!

Les statistiques de police de différents États montrent sans surprise un niveau de violence nettement plus faible dans ceux où les policiers ne portent pas d'arme. Ainsi, en 2013, au Royaume-Uni, aucune personne n'est décédée lors d'interventions de police; en Nouvelle-Zélande, il y a eu un policier tué; en Islande, un manifestant mort; en Norvège, un mort, le premier depuis 12 ans. La même année, aux USA, il y a eu 491 morts lors d'interventions policières, dont 30 policiers. En 2015, il y en a eu 1130, dont 40% de Noirs... alors qu'ils ne représentent que 6% de

la population! Ce sont bien toujours les pauvres et les personnes victimes de racisme qui se font tuer lorsque les policiers sont surarmés, comme aux États-Unis ou en France. La violence appelle la violence et le surarmement, le surarmement... Il est donc urgent d'arrêter la spirale! Des analyses réalisées en Islande et en Norvège montrent que plus les sociétés sont égalitaires, y compris dans la prise de responsabilité politique des femmes, et plus la protection sociale est élevée, moins il y a de crimes. En Angleterre, 82% des policiers ne veulent pas porter d'armes, leur

mission est celle d'un service public de terrain, chargé de résoudre les conflits de voisinage, de porter secours et de capter les besoins de la population. Soit le contraire d'une occupation hostile des banlieues ou des offensives guerrières que l'on voit dans nos manifestations! Désarmer la police ne résout aucune question politique et sociale de fond. Mais cela peut déjà empêcher qu'en moyenne, une personne par mois soit tuée simplement parce qu'elle habite au mauvais endroit, qu'elle est immigrée, enfant de parents immigrés, ou qu'elle manifeste!

Nous voulons aussi la disparition des 83 ZSP (zones de sécurité prioritaires) mises en place par Valls qui justifient tous les abus. Il faut mettre fin au harcèlement par le contrôle d'identité au faciès. Sa seule utilité est politique: elle permet d'exprimer concrètement le rapport raciste de domination sociale. Et bien sûr nous défendons le désarmement de la police...

dans les interventions en milieu sensible, notamment les quartiers HLM» par le sinistre ministre de l'Intérieur Charles Pasqua, inventeur notamment des « voltigeurs » (équipe de deux policiers circulant en moto dans les manifestations, l'un frappant au hasard avec une matraque, responsables de nombreuses blessures graves et de la mort de Malik Ousseki en décembre 1986). Suppression aussi des BST

(brigades spécialisées territorialisées) dans les zones dites difficiles: « pas des policiers d'ambiance pour taper dans un ballon, mais des hommes qui vont sur les territoires de façon plus musclée », affirmait leur créateur Brice Hortefeux, ministre de l'Intérieur de Sarkozy en 2010. Ce sont des unités offensives qui expriment par leur suréquipement et leur comportement guerrier une réelle hostilité aux populations.

RÉFORME DE LA JUSTICE



CHARMAG

alors l'ex-ministre de l'Intérieur, Bruno Le Roux, un modèle de vertu...

Ce que nous défendons

Nous demandons la suppression de toutes les polices d'exception, qui sévissent en priorité dans les banlieues et les manifestations. À commencer par la suppression de la BAC créée en 1994 comme « un corps de policiers spécialisés

SOUFFRANCE

Quand le travail tue

Ils ne respectent rien, ni personne: le podcast du touchant billet de la comédienne Audrey Vernon sur France Inter, consacré le 17 mars dernier au suicide d'Édouard, cheminot et militant SUD Rail (L'Anticapitaliste n°375), a été censuré par la radio au lendemain de sa diffusion...

Le motif avancé est que le nom de cadres de la SNCF étaient mentionnés là où il suffisait simplement de biper leurs noms. Pourtant, le procès des responsables de cette mort et, plus largement, du management et de l'organisation du travail dans l'entreprise ferroviaire, devra bien avoir lieu, comme l'a déclaré SUD Rail (y compris en écrivant à François Hollande) pour qui « si le management moderne est si violent, c'est justement que dans sa logique de profit, il empêche les salariéEs de s'approprier leur travail ». Le jour même de l'hommage rendu à Édouard gare Saint-Lazare qui a réuni plus de 2 000 personnes, un cheminot et délégué CGT de Mulhouse, visé lui aussi par des sanctions, se donnait aussi la mort. Pour sa défense, la communication de l'entreprise met en avant « l'effet Werther », soit un suicide par imitation... Dans le même temps, elle n'hésite pas à sanctionner une élue SUD au CHSCT qui travaille sur la même gare qu'Édouard ! Ces violences sont loin d'être isolées. Le 7 mars dernier, c'est une infirmière de Cochin qui passait à l'acte alors que la manifestation nationale de la Santé battait son plein. Et il aura fallu une vague de drames similaires pour que La Poste se décide à négocier sur les conditions de travail des postiers. À Conforama dernièrement, c'est une employée handicapée, représentante CGT, qui se retrouve séquestrée par sa direction qui voulait lui extorquer le carnet sur lequel elle note au quotidien les problèmes rencontrés en magasin...

Leur violence, ça suffit!

Nulle fatalité pourtant : après des entreprises privées comme Renault ou Tati où des suicides ont défrayé la chronique, les personnels des services publics, en dépit du maintien de collectifs de travail, sont à leur tour victimes du phénomène. Malmenés à coups de restructurations et de baisses d'effectif, d'objectifs à remplir et d'évaluation individuelle quantitative et à la merci de dirigeantEs qui passent allègrement du privé au public et inversement, comment pourrait-il en être autrement ?

Alors que le procès pour harcèlement moral d'Orange et de plusieurs de ses cadres, dont son ex-président Didier Lombard, devrait s'ouvrir l'an prochain au terme d'une enquête initiée en 2010, il y a urgence face au chiffre de 20 000 décès en lien avec le travail depuis 2000, rappelé par Solidaires dans un récent communiqué.

À gauche, Hamon dit vouloir la reconnaissance du burn-out comme maladie professionnelle et Mélenchon s'insurge contre les accidents du travail. Mais le travail posté, les cadences, la souffrance engendrée par la peur de perdre son emploi, qui mieux qu'un candidat ouvrier pour en parler en toute connaissance de cause ? Travailler moins pour travailler toutEs et mieux, c'est l'urgence sociale de notre campagne!

LD

L'honnêteté de la présentation est telle qu'elle rend difficile de voir que, si la CGT est devancée par la CFDT dans le privé à 24,85% contre 26,37%, elle reste la première organisation syndicale dans le public, à 23,08% contre 19,27%, et dans la mise en commun des deux secteurs à 24,26% contre 24,01%...

Les additions stupides

Dans le privé, le plus notable est la progression de la CFE-CGC, qui passe de 9,43% à 10,67%. Le piège des dispositions sur la représentativité syndicale, mise en place sous Sarkozy avec la bénédiction de la CFDT et de la CGT, se referme sur cette dernière qui espérait éliminer les petits syndicats dans l'optique d'un « syndicalisme rassemblé » avec la CFDT. L'addition des résultats électoraux des TPE-PME, des grandes entreprises et du secteur public au travers des élections de comités d'entreprises (où le clientélisme est très important et où l'étiquette CGT est souvent synonyme de répression), est mortifère. Les gouvernements ne s'y sont pas trompés en supprimant les élections prud'homales où la CGT et FO obtenaient de meilleurs résultats. Les élections dans les TPE ont montré que, malgré le matraquage anti-CGT lors de loi travail, le positionnement « contestataire » de la CGT est validé. Ces résultats ne rendent pas compte des capacités de mobilisation que peuvent porter des syndicats comme ceux de Solidaires.

La presse réactionnaire fait de ces résultats un test censé sanctionner la politique de la CGT lors de la loi travail. En fait, sur quatre ans, ce sont aussi les zigzags du « syndicalisme rassemblé » et le désarroi causé par l'affaire Lapaon qu'il faut prendre en compte.

Les coups du capital

Les explications mises en avant par la direction de la CGT sont centrées sur l'évolution du salariat. Indéniablement, la quasi-suppression de grands secteurs industriels, les profondes restructurations de l'appareil productif et modifications dans l'organisation du travail ont contribué à l'affaiblissement d'une CGT dont ils constituaient des « bastions ». Oscillant entre ouvriérisme et adaptation sans discernement aux préoccupations des ingénieurs, techniciens et cadres

REPRÉSENTATIVITÉ SYNDICALE

Qu'est-ce qui fait briller l'étoile du Berger ?

La presse bourgeoise ne cache pas sa joie: la CGT est dépassée par la CFDT dans les résultats électoraux. « Séisme » pour le Monde, « déculottée finale » pour les Échos...



Le « syndicalisme rassemblé » a du plomb dans l'aile? DR

(ITC), de nombreux syndicats CGT ont éclaté, se retrouvant minorisés face à une CFDT plus « souple » ou à une CGC plus conséquente dans la défense catégorielle des cadres. Ceci pèse lourdement sur les capacités de mobilisation, dans un contexte où le chômage reste une menace toujours plus grande.

Le coût de la bureaucratie

La deuxième explication réside dans la politique de la CGT. La CFDT qui avait su capter une partie des aspirations de Mai 1968 a, dès le milieu des années 1970, compris la nécessité d'un « recentrage » syndical, ouvertement réformiste, qui apparaîtra au grand jour en 1995, lors des mobilisations sur les retraites et... la loi travail. De son côté, la CGT, « courroie de transmission » du PCF, va s'embourber dans l'accompagnement syndical des politiques des gouvernements de gauche. Une orientation qui déstabilisera bien des équipes

militantes, prenant des distances avec tout projet politique et/ou abandonnant le militantisme. Le résultat est sans appel : de plus de 50% en 1968, la CGT tombe à 25% dans les années 1980 alors que la CFDT ne progresse quasiment pas. Pire, dans le public, les ministres communistes, bras dessus bras dessous avec les responsables CGT à EDF, à Air France, dans la sidérurgie, aux « PTT », vont carrément scier la branche sur laquelle ils étaient assis, engageant au travers des privatisations des destructions d'entreprises qui vont déstabiliser le syndicalisme. Les petits profits (garder la main sur les CE, sources de revenus décisifs ou des postes dans les couloirs du pouvoir), le disputent aux convictions politiques. Le patronat va de plus en plus s'appuyer sur des syndicats CFDT plus conciliants (les moutons noirs sont exclus), alors que FO est souvent plus imprévisible. Et la mise en place des 35 heures, avec les lois Aubry cautionnées par la CGT, accélère le processus de mise en place de structures CFDT dociles.

Ceux qui vivent sont ceux qui se battent!

La CFDT fait valoir que son poids parmi les seules organisation syndicales représentatives dans le privé est de plus de 30% pour

agiter la « menace » de signature d'accords par elle seule, permettant le contournement des autres syndicats au travers des référendums d'entreprise. Rodomontade bien inutile car dans tous les mauvais coups, la CFE-CGC, l'UNSA ou la CFTC ont rarement fait défaut. La direction confédérale CGT ne pourra se contenter de dénoncer les évolutions sociologiques de la « classe ouvrière » ni les manœuvres gouvernementales. Prendre l'initiative, la tête des mobilisations, reste le meilleur moyen pour qui veut prétendre représenter la classe ouvrière. Dans un secteur comme l'automobile, chez Ford, à la SBFM, à PSA Poissy, à Renault Cléon et Lardy, la preuve est faite que combativité et audience ne sont pas incompatibles. Repartir sur la piste des réformes internes (fusion de fédérations, mise en place bureaucratique de structures régionales chapeautant des UL ou des UD indociles) est à l'opposé de ce qui est nécessaire. Et il faut enfin mettre la question de la démocratie ouvrière, de la démocratie syndicale au cœur de l'activité, en arrêtant de diaboliser comme antisyndicale. Car, comme le dit Philippe Poutou, l'urgence est de prendre nos affaires en main. Toutes nos affaires... Robert Pelletier

SANTÉ

Les inégalités dans l'accès aux soins s'aggravent

L'accès aux soins est de plus en plus difficile pour plus d'un quart de la population. Les obstacles sont géographiques, économiques et sociaux.

Selon UFC-Que choisir, l'accès aux soins a reculé en 4 ans pour plus de 30 millions de personnes. 23% de la population

a des difficultés à consulter un généraliste à moins de 30 minutes de sa commune. L'accès aux spécialistes est encore plus compliqué : 28% de la population habite loin d'un ophtalmologiste, 30% d'un gynécologue, 33% d'un pédiatre. Si l'on ajoute à ce critère géographique les raisons financières, 82% des habitantEs rencontrent des difficultés pour consulter un gynécologue qui ne demande pas de dépassements d'honoraires, 83% pour un ophtalmologiste. Les contrats

RETRAITES Manifestations pour préserver et améliorer l'avenir

Judi dernier, le 30 mars, des milliers de retraitéEs ont manifesté sur l'ensemble du territoire à l'appel de neuf organisations syndicales et associations (CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, FGR-FP, Solidaires, LSR, UNRPA).

ayant élevé au moins trois enfants, etc. Six retraitéEs sur dix ne partent pas en vacances et ils/elles sont de plus en plus nombreux à cumuler emploi et retraite. Petits boulots pour les plus pauvres, plus lucratifs pour les cadres...

Prochain rendez-vous le 1^{er} Mai

Cette baisse de pouvoir d'achat rend d'autant plus difficile l'accès aux soins, que la mise en place des contrats « responsables » incitent les mutuelles à plafonner le remboursement des dépassements



PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

d'honoraires. Comme les spécialistes ne baissent pas leurs prix, ce sont les assuréEs qui paient la facture. Plus largement, les organisations de retraitéEs mobilisent pour une politique de transports, de culture, de services publics de proximité pour lutter contre l'isolement social.

Un ensemble de revendications à faire entendre dans le brouhaha de la campagne présidentielle, avec un prochain rendez-vous le 1^{er} Mai, grande journée de manifestations, pour revendiquer l'amélioration du pouvoir d'achat des retraitéEs par un rattrapage immédiat de 300 euros par mois, l'indexation des pensions sur l'évolution du salaire moyen et non sur les prix, et l'exigence d'une pension au moins égale au SMIC, pour faire comprendre au futur éluE que les retraitéEs ne lâcheront rien. Robert Pelletier

Peux-tu revenir sur l'histoire de Vélib' et la spécificité de vos métiers ?

Vélib' est un service de location de vélos en libre service, exploité par une filiale de Decaux depuis son lancement en 2007 par la ville de Paris, un service étendu depuis à la couronne parisienne et à quelques villes de province.

À l'époque, le groupe avait offert ou presque les vélos à la ville pour mettre la main sur le marché de l'affichage publicitaire, mais il s'avère que, avec la casse et le vol, c'est moins rentable que prévu. Les conditions de travail sont dures chez les itinérantEs qui travaillent tous les jours en extérieur, quelle que soit la météo, et la souffrance au travail forte chez les sédentaires. Les rémunérations restent modiques en dépit de plusieurs mobilisations ces dernières années.

Le 28 mars dernier, près de 90 % des 315 salariéEs étaient en grève et rassemblés devant l'Hôtel de ville lors du Conseil de Paris, où votre situation était examinée. Quelle suite prévue pour la mobilisation ?

La procédure d'appel d'offres est lancée et, pour le moment, c'est la PME montpelliéraine Smooove qui tient la corde. La décision définitive sera connue le 12 avril, et Decaux est prêt à saisir la justice en cas d'éviction.

Les salariéEs de Cyclocity sont révoltés par cette situation qu'ils considèrent comme une trahison,

VÉLIB' L'emploi en roue libre...

Entretien. Dix ans après son lancement par la mairie de Paris, le groupe JCDecaux risque de voir le marché des Vélib', qu'il exploite depuis son origine via sa filiale Cyclocity, lui échapper suite à son renouvellement. Nous avons demandé à **Mohamed Dini, élu SUD, son point de vue.**



Mardi 28 mars, les salariéEs de Vélib' ne veulent pas du petit manège de la mairie... DR

car nous étions confiants pour la pérennité de nos emplois quel que soit le repreneur. En effet, qui aurait pu se douter que la mairie et ses éluEs dit de gauche négligent de sanctuariser les emplois liés à une activité dont le succès n'est plus à démontrer ?

Dès l'été 2015, une intersyndicale CGT-SUD avait posé cette question à Christophe Najdovski, adjoint EÉLV en charge des transports, et sa réponse nous a sidérés : *« Je verrai avec le service juridique si*

c'est faisable. » Relancé trois mois plus tard, il nous a finalement été répondu que le devenir de nos emplois était laissé à l'entière discrétion du repreneur potentiel ! M. Najdovski a bien dû recevoir une délégation le jour de notre rassemblement, non pas dans son bureau mais dans la rue et sous la pluie ! Les éluEs communistes et Danielle Simonnet, seule élue PG, nous soutiennent, mais il faut s'organiser dans la durée pour que la mobilisation soit plus percutante.

Avec 300 000 abonnéEs, nous avons là un moyen de pression considérable, et les collèges ont commencé à perturber la régulation du système par divers moyens sur lesquels je ne m'étendrais pas...

Poursuite d'exploitation par Cyclocity, reprise du marché par Smooove, voire mise en régie municipale : quel futur pour les salariéEs de Vélib' ?

Notre employeur n'a jamais eu autant d'attentions pour nous, alors que, en temps normal, il nous néglige, en particulier nos conditions de travail que j'ai toujours vivement dénoncées... Ce qui explique sans doute ma convocation au siège en vue de mon licenciement ce jeudi ! Peu importe qui sera le prochain exploitant, personne ne doit rester sur le carreau en sachant que nous sommes déjà en situation de sous-effectif. La ville a la capacité de se faire entendre. Sinon elle doit assumer ses responsabilités en internalisant en son sein Vélib' et nos emplois !

Propos recueillis par LD

TERRITORIAUX DE PESSAC (33) En grève contre l'augmentation du temps de travail

« Vous souvenez-vous de la toute première mesure de cette municipalité ? Leur augmentation d'indemnités d'élus et pas n'importe quelle augmentation... 80 % d'augmentation...

Soit 695 760 euros sur la durée du mandat... Soit 115 960 euros chaque année. Soit 9 663 euros de plus par mois, l'équivalent de 7 emplois à temps plein. [...] Pas le moindre fait de conscience. Servons nous les premiers... Alors pourquoi pas ? ». C'est en ces termes que la secrétaire CGT a commencé son intervention devant plus de 200 agents municipaux rassemblés dans le



Les territoriaux de Pessac à suivre... DR

hall de la mairie le 28 mars pour dénoncer l'augmentation de leur temps de travail décidée par le maire (LR).

Pour cet ancien directeur des ressources humaines du CHU de Bordeaux, il faut couper ce qui dépasse et supprimer les

acquis des luttes des agents depuis plus de 30 ans. Profitant de la création de la Métropole l'an dernier et de la mutualisation d'un certain nombre de services, il tente comme d'autres maires alentours d'imposer une nouvelle cure d'austérité aux agents.

« Un combat de détail » ?

60 % du personnel devrait ainsi passer de 1547 heures actuellement à 1607 heures annuelles en 2018. De plus, les congés annuels passeraient de 33 à 27 jours, avec la suppression des « 6 jours du maire » obtenus il y a de nombreuses années.

Pour le maire, il s'agirait de « micro sujets de désaccord, un combat de détail »... Inacceptable pour les personnels alors que la pénibilité ne cesse de croître (comme en témoignent les arrêts maladie), que des postes sont supprimés, alors que le chômage ne cesse d'augmenter sur la commune comme ailleurs... et que la moyenne d'âge augmente du fait de l'arrêt des recrutements. C'est ce qu'ils et elles sont revenus dire lors du conseil municipal ce lundi 3 avril avec une centaine de salariéEs de la commune et le soutien de l'UL CGT de Pessac, Bassens, ou de salariéEs d'autres entreprises. Face au mépris du maire et à sa campagne de désinformation, l'idée de s'adresser largement aux habitantEs et salariéEs de la commune se met en place.

Correspondant

CANDIA CLERMONT-FERRAND (63)**La lutte paie !**

Tout commence en 2015 lorsque la société Beurelia, filiale clermontoise de Sodiaal, est fusionnée avec Candia...

Sans aucune négociation, Candia décide tout simplement de remettre en cause 15 années d'acquis et de négociations : plus de « flexibilité » et une baisse de salaire de 50 euros. Le vendredi 3 mars au soir, les travailleurEs décident de se mettre en grève illimitée. Leur revendication : une augmentation de salaire pour rattraper la perte de rémunération des heures de nuit et des heures sup'. Sur 180 employéEs, une petite centaine se met en grève, très vite rejoints par d'autres collègues. Candia propose d'abord, dans le cadre des NAO, une augmentation de 11 euros. Insuffisant ! La direction décide alors de tenter le pourrissement par la division. Des propositions sont faites en fonction des différents statuts dans la boîte. Rien à faire, les grévistes tiennent bon... ConscientEs du besoin de soutien et de structure pour défendre leurs intérêts, les grévistes décident massivement d'adhérer à la CGT. Première victoire symbolique : alors que la boîte n'avait jamais connu de syndicat, les voici « syndiquéEs à 90 % de l'effectif » !

Le blocage complet de l'usine est immédiatement suivi par la visite d'un huissier. Cinq grévistes convoqués devant le tribunal... qui décide de ne pas donner suite ! Puis une diffusion de tracts au péage nord, accompagnée d'une caisse de grève. Les Candias ont été touchés par beaucoup de marques de soutien et des contributions : des salariéEs d'EDF et des anonymes, la visite du député PCF André Chassaigne, de camarades du NPA, du Front de gauche, etc. Tous ces éléments qui font que l'on se sent porté ont fortifié leur unité. Sur une centaine de grévistes, seuls deux collègues ont donc repris le travail avant la fin de la grève...



Les salariéEs de Candia ne sont pas des vaches à lait ! DR

Une belle démonstration

Dans la semaine du 20 au 26 mars, Candia met le feu aux poudres en proposant une prime de 10 euros. Inacceptable ! L'ensemble des grévistes décide d'investir la salle de négociation... Et une nouvelle réunion de négociation, délocalisée cette fois, est alors prévue pour le lundi 27 mars. Les grévistes lancent un appel à soutien et rassemblement. Ambiance calme mais festive. La police barre la chaussée mais n'intervient pas. Une délégation mixte part pour la négociation, et Candia finit par lâcher 20 euros de plus pour le salaire (ce n'est plus une prime) et le maintien des 11 euros précédemment négociés, soit 31 euros d'augmentation.

Le piquet de grève est alors levé, mais un petit groupe de grévistes est encore sur place : *« on n'a pas tout obtenu, mais on est contents d'avoir gagné »*. 26 jours de grève, 6 000 euros dans la caisse de grève (pour une centaine de grévistes...). La lutte dans l'unité, ça paie ! Reste le délicat problème du manque à gagner salarial pour leurs journées de grève...

Correspondant

Pour plus d'infos, pour les aider : <https://www.facebook.com/CandiaClermontEnGreve>

d'accès aux soins (CAS) créés en 2013 et censés limiter les dépassements de tarif des médecins en honoraire libre (secteur 2) ont été un échec : en contrepartie d'un engagement à limiter les dépassements d'honoraires, les signataires ont bénéficié d'une prise en charge de leurs cotisations sociales, en moyenne 5 500 euros par an. Ces CAS auront permis d'éviter 59 millions de dépassements, alors que les contreparties auront coûté à la Sécu 470 millions d'euros.

De son côté, la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) a fait connaître le 29 mars dernier les résultats d'une étude auprès d'assuréEs. 26 % ont renoncé aux soins, et 75 % invoquent des raisons financières, notamment pour les soins dentaires. D'autres trouvent

le système de protection maladie et de soins trop complexe. Pour lutter contre cette situation, la CNAM a proposé « un accompagnement du non-recours (...) aux personnes repérées afin qu'elles bénéficient d'un bilan de ses droits santé puis d'un suivi ». Un tiers des dossiers aboutissent. Ces dispositions sont totalement insuffisantes. Pour garantir un véritable droit à la santé, Philippe Poutou et le NPA proposent donc une politique de santé radicalement différente de celle appliquée depuis des dizaines d'années.

Un service public de santé !

Numerus clausus pour les études médicales, de chirurgie dentaire, paramédicales ; liberté d'installation des professionnels de santé libéraux ; liberté tarifaire des médecins optant pour le

secteur 2 ; dépassement d'honoraires pour un grand nombre d'actes de soins dentaires ; refus de généraliser le tiers payant ; fermeture des hôpitaux de proximité et de services ailleurs... Il faut rompre avec le libéralisme médical qui ne permet pas le droit à la santé pour tous et toutes.

Pour cela, nous voulons supprimer le numerus clausus et mettre fin à la pénurie de professionnels de santé. Nous voulons que les études soient rémunérées par un présalaire dès les premières années, et en contrepartie que les professionnels ainsi formés soient affectés au début de leur exercice là où c'est nécessaire. Un service public de santé devra développer la démocratie sanitaire afin de répondre aux besoins de la population en matière

d'éducation à la santé, de prévention, de soins curatifs, et répondre aux aspirations des professionnels de santé à exercer leur activité dans de bonnes conditions. Il devra aussi agir sur les différents déterminants de santé (conditions de travail et de vie, pollution, alimentation...). Les centres publics de santé, pluridisciplinaires, seront en lien avec des hôpitaux de proximité et les centres hospitaliers disposant de plateaux spécialisés. Le paiement à l'acte sera aboli et les modalités de rémunération (salarial, capitation) négociées. Et, élément décisif pour le droit à la santé, tous les soins, médicaments et appareils médicaux prescrits sans avance de frais.

S. Bernard



Vu dans une manifestation ! PHOTOHÉRIQUE ROUGE / MULO

AFRIQUE

Famine: pointer les responsabilités

À nouveau des pays africains sont frappés par la famine. Selon les experts, cette crise alimentaire risque d'être la plus grave depuis 60 ans.

On se souvient que déjà en 2011 en Somalie, plus de 250 000 personnes avaient péri, faute d'une réactivité suffisante de la part des instances internationales.

La sécheresse apparaît comme la principale cause. En effet, elle sévit depuis trois ans et les pluies sont plus tardives, moins fréquentes, et plus faibles. Cette situation est à mettre en lien avec le réchauffement climatique de la planète.

Les Nations unies ont déclaré le Soudan du Sud en situation de famine et émis une alerte pour le Yémen, la Somalie, le Nigeria qui sont en grave crise alimentaire. Un consensus s'est créé autour d'une définition de la famine qui doit répondre à un certain nombre de facteurs qui sont notamment: plus de 30% des enfants doit être atteint de malnutrition aiguë; deux décès doivent être recensés chaque jour pour 10 000 habitantEs; une maladie pandémique doit s'être déclarée; chaque jour, les habitantEs doivent avoir accès à moins de quatre litres d'eau et leur nourriture doit leur apporter moins de 2100 calories.

Mais les conditions climatiques extrêmes ne sont pas la seule cause de la famine, loin de là. En effet, le point commun de ces quatre pays est la situation de conflit qui perdure et qui dégrade considérablement l'offre alimentaire.



Des Somaliens dans un camp de réfugiés, le 29 mars dernier. DR

À l'origine les conflits...

Les paysans ne peuvent plus cultiver leur terre, pour des raisons de sécurité ou parce que les semences ont été pillées, les troupeaux ont été abattus ou volés. Les moyens de communication sont coupés et empêchent les acheminements de denrées. L'augmentation des prix interdit aux familles pauvres d'avoir accès à la nourriture, même la plus basique.

Si on prend l'exemple de la crise alimentaire au nord-est du Nigeria, la pénurie alimentaire est provoquée essentiellement par la stratégie des armées conjointes camerounaise, tchadienne et nigérienne qui ont établi un véritable embargo dans la région du lac Tchad afin d'assécher financièrement la secte islamiste Boko Haram. Ainsi les populations ne peuvent ni cultiver ni vendre les poissons séchés. C'est précisément ce type de mesure qui plonge la région de Maiduguri dans l'insécurité alimentaire.

En Somalie, les djihadistes refusent l'accès des humanitaires dans les zones qu'ils contrôlent.

Quant au Soudan du Sud, pays déclaré en état de famine, un rapport confidentiel des Nations unies souligne que l'essentiel du budget du pays est consacré à l'achat d'armement au dépend d'un soutien à l'agriculture et aux infrastructures sanitaires et de santé. De plus, les troupes gouvernementales de Salva Kiir utilisent la pénurie alimentaire dans leur stratégie de nettoyage ethnique en bloquant tous les acheminements de nourriture pour les populations de la même ethnie que les rebelles.

La responsabilité des pays riches

La famine n'est pas seulement le produit de catastrophe naturelle (d'autant que le réchauffement climatique est pour une très large part la conséquence des activités industrielles des pays riches) mais aussi des politiques de guerre que se mènent les dirigeants.

Dans cette affaire les pays riches ont aussi une responsabilité en soutenant peu ou prou ces gouvernements irresponsables. Ainsi, il n'y a toujours pas d'embargo sur les armes pour le Soudan du Sud, pourtant pays en proie à la famine et à la guerre civile.

Même si l'on sait que l'aide internationale n'est pas une solution pérenne, la somme de deux milliards de dollars permettrait d'éviter que la crise alimentaire ne se transforme en famine généralisée pour au moins vingt millions de personnes. À ce jour, l'ONU n'a réussi à lever que 92 millions... dans un monde qui brasse 4 000 milliards de dollars par jour! Ce qui relativise l'émoi des dirigeants des pays industriels.

Paul Martial

Ces actions sont les plus importantes que l'opposition ait menées depuis 2011-2012 (suite aux fraudes ayant entaché les élections législatives). Cependant, le processus à l'œuvre diffère fortement des événements d'il y a cinq ans, tant au niveau des revendications politiques que de la composition des participantEs. Cette fois, les enjeux centraux ne sont plus les libertés démocratiques ou les élections libres, mais bien la colère face à la corruption au sein du gouvernement et aux inégalités sociales criantes. C'est le film produit par le groupe du populiste libéral Alexei Navalny qui est à l'origine des manifestations. La vidéo, qui traite de l'immense fortune malhonnêtement gagnée par le Premier ministre Dmitri Medvedev, a récolté pas moins de treize millions de vues sur Youtube en quelques jours, sans que les autorités ne la jugent digne de commentaire. Navalny a donc appelé toute personne souhaitant entendre des explications à prendre la rue.

Montée du mécontentement

Dans la plupart des villes, les autorités ont refusé d'autoriser les rassemblements et ont prévenu qu'elles étaient prêtes à les disperser par la force. En conséquence, les actions se sont conclues par des passages à tabac brutaux et des arrestations (par exemple, rien qu'à Moscou, plus de 1 000 personnes ont été arrêtées le 26 mars). Navalny lui-même devra passer les deux prochaines semaines en prison avec quelques-uns de ces associés.

Le grand nombre de participantEs jeunes, souvent en âge d'aller à l'école, est la première particularité majeure des événements. Cette donnée a fait l'objet de spéculations dans les médias pro-gouvernementaux quant à une supposée «rébellion des jeunes» et à «une implication criminelle des enfants dans la politique». Cependant, il serait erroné de décrire les événements comme des manifestations de jeunes: toutes les générations étaient en fait représentées. Le second facteur nouveau est la politisation des régions

RUSSIE Les manifestations et le mythe de la «majorité poutinienne»

Le 26 mars, des manifestations ont eu lieu dans presque toutes les grandes villes de Russie, et en de nombreuses occasions ont été sévèrement réprimées par la police...

POLITINESOUTIEN DE MARINE LEPEN



de l'intérieur du pays, auparavant considérées comme le terreau des orientations conservatrices et pro-gouvernementales. Des milliers de personnes se sont organisées pour prendre la rue, dans des villes où aucune manifestation n'avait jamais eu lieu avant. Si par le passé Moscou et Saint-Petersbourg contrastaient par leur activité politique par rapport au reste du pays, aujourd'hui ce n'est plus vraiment le cas.

Les raisons de la colère

Ces manifestations contre la corruption ont lieu sur fond d'une crise économique qui s'aggrave, d'un mécontentement croissant face à la détérioration du niveau de vie et des coupes dans les budgets sociaux. La politique antisociale menée par les autorités ces deux dernières années s'accompagne d'une rhétorique «victimaire»: tout le monde doit se serrer la ceinture par patriotisme,

tandis que la Russie emmenée par Poutine se bat pour sa grandeur internationale contre l'hégémonie de l'Occident. Toute critique envers le pouvoir est perçue comme relevant d'un complot étranger dont le but serait de développer un «scénario Maidan ukrainien / printemps arabe» en Russie...

Cette propagande mêlant patriotisme et théorie du complot s'accompagne d'une politique d'austérité drastique. La majorité de la population en constitue la principale victime tandis que le mince cercle de milliardaires proches de Poutine continue de s'enrichir, principalement au travers de commandes publiques et de l'assistance portée aux banques. Il y a peu, les grandes compagnies tombant sous le coup de sanctions occidentales ont ainsi été en partie exonérées d'impôts. L'introduction de taxes autoroutières pour les chauffeurs poids-lourds a également provoqué du

mécontentement. L'argent, versé de la poche des chauffeurs eux-mêmes, est transféré indirectement au budget via un opérateur privé (dont le propriétaire s'avère être l'ami d'enfance de Poutine, Arkadi Rotenberg). Le 27 mars, le syndicat des poids-lourds a ainsi lancé une grève nationale qui se prolonge jusqu'à aujourd'hui. Dans tout le pays, des milliers de véhicules bloquent les autoroutes sans qu'aucune information à ce sujet ne soit diffusée dans les bulletins d'actualité des principaux médias, tous contrôlés par le gouvernement. Le mythe s'effrite...

Cette intensification de la colère sociale et politique se fait sentir à un an des élections présidentielles qui auront lieu en mars 2018. Selon le plan du Kremlin, ces élections devaient tourner en plébiscite pour Poutine, le grand leader national auquel il n'existe aucune alternative. Le reste des candidats, en particulier le groupe pré-désigné de clowns politiques qui ont fini de lasser tout le monde depuis longtemps – du genre Vladimir Jirinovski – ne suscite aucune confiance. Néanmoins, il est aujourd'hui évident qu'il ne sera pas simple de mettre en œuvre le scénario du Kremlin. Celui-ci devra soit permettre à des candidats réellement d'opposition de se présenter (au premier chef, Navalny), soit s'engager dans une voie encore plus dure. Quoiqu'il advienne, ce que les manifestations du 26 mars ont démontré, c'est que le «consensus patriotique» réunissant la majorité de la société russe autour de Poutine et de son régime est un mythe qui devrait rapidement faire partie du passé.

De Moscou, Ilya Boudraïtskis (Traduit par Matilde Dugaucquier)

Article écrit avant l'attentat de Saint-Petersbourg

ROYAUME-UNI

Brexit: l'incertitude et le prévisible

Le vote majoritairement anglais pour la sortie de l'Union européenne absorbe une très grande partie de l'activité politique depuis juin 2016...

L'approche du déclenchement de l'article 50, suite au vote du Parlement britannique, n'a fait qu'accentuer cette tendance. La multiplicité et la technicité des enjeux et implications imposent une relative prudence quant aux pronostics. Il est certain, par exemple, que l'activité législative des divers parlements nationaux au sein du Royaume-Uni (R-U) est condamnée à deux années de submersion au moins par les effets du Brexit: quelles retranscriptions des dispositions européennes dans les législations galloises, écossaises, nord-irlandaise et anglaise? Qui reprend la main sur quoi dans le cadre de la dévolution aux parlements nationaux? Mais outre les questions législatives et constitutionnelles, il paraît difficile de prédire l'évolution des situations politiques nationales déjà tendues en Écosse et en Irlande du Nord (qui se sont respectivement prononcées à 62% et 55,8% en faveur du maintien dans l'UE). À un autre niveau, la



Theresa May: la sortie de l'UE, c'est maintenant! DR

confusion continue de régner sur le sort des ressortissantEs de l'UE vivant et travaillant au Royaume-Uni.

L'incertitude n'est cependant pas si grande sur tous les sujets. La sortie de l'UE intervient au cours d'une phase prolongée de remises en cause systématiques et profondes des droits les plus élémentaires du monde du travail, qu'il s'agisse de ses revenus, de ses conditions, ou de ses protections sociales, juridiques et de santé: explosion de la précarité et de la pauvreté au travail (un travailleur sur huit), restrictions de l'accès (maintenant payant) à la justice prud'homale, dérégulation avancées de règles de santé et de sécurité au travail, raffinements des dispositifs punitifs contre les chômeurs et les personnes

en situation d'incapacité pour raison de santé...

Des inégalités qui vont s'approfondir

Dans ce contexte, le Brexit représente un levier supplémentaire pour s'affranchir des quelques dispositions que l'UE avait encore à offrir en matière de protection du travail. Au regard du pouvoir britannique, une protection du travail est toujours une protection de trop, qu'il s'agisse, par exemple, de la directive sur le temps de travail (48 heures hebdomadaires), de la directive relative au travail intérimaire, ou d'une cour de justice européenne aux rendus souvent plus favorables aux salariéEs que les cours britanniques. Ces derniers mois,

nombre de conservateurs au pouvoir n'ont d'ailleurs fait aucun mystère de leur intentions sur ce terrain.

Une question reste peu visible, bien que cruciale pour une grande partie de la population du Royaume-Uni. Tous les anciens bassins industriels sinistrés depuis les années 1980 dépendent directement de fonds structurels européens (FEDER, FSE) pour leur survie collective déjà difficile. Sur la base d'une carte des «régions assistées» déterminée avec l'UE, l'État britannique cofinçait des politiques d'investissement d'une importance vitale, en dépit de leur insuffisance manifeste. Ainsi, l'enjeu est majeur pour le Pays de Galles en général (en majorité pour la sortie en juin 2016): près de 2,5 milliards d'euros sur la période 2014-2020. Et toutes les régions du Royaume-Uni sont concernées par des programmes souvent chiffrés en centaines de millions d'euros (Écosse, Irlande du Nord, région nord-ouest, Cornouailles, Grand Manchester, entre autres). Le statut de «région assistée» concerne plus de 27% de la population du Royaume-Uni.

Rien n'indique que la pérennité de ses dispositifs est assurée. Et au regard des politiques cruelles couramment en vigueur, tout suggère que les inégalités de développement à l'échelle territoriale britannique sont vouées à s'approfondir...

Thierry Labica

Essai

Le militaire, une histoire française, Claude Serfati

Éditions Amsterdam, 2017, 17 euros

«Les racines du militarisme de l'État français sont profondes et anciennes», écrit Claude Serfati dans l'introduction de son dernier livre. Ce sont ces racines qu'il met à nu en décrivant comment se sont forgés les liens étroits entre l'appareil d'État, son armée et l'industrie d'armement, qui caractérisent le complexe militaro-industriel en France.

L'interaction entre influence économique et interventionnisme militaire y est particulièrement importante, de même nature qu'aux États-Unis même si c'est à un niveau moindre. Le livre montre comment le militarisme s'est aussi construit à travers «les grandes convulsions sociales» dans la guerre contre l'ennemi intérieur, la classe ouvrière.

«En France, l'armée joue un rôle essentiel depuis des siècles. Et bien que tous les États démocratiques contemporains trouvent leur origine et leur fondement dans le monopole de la violence légitime, la 5^e République a donné à l'institution militaire une place sans équivalent dans aucune autre démocratie et qui n'a cessé de se renforcer au cours des dernières décennies, quels que soient les partis au pouvoir.»

Cet enracinement de l'armée dans les institutions de la 5^e République a été accentué par de Gaulle qui se hisse au pouvoir au profit du



Serfati montre les «deux piliers» qui permettent à la France de maintenir son rôle à l'échelle internationale: «l'arme nucléaire (qui fut conçue dès la fin de la guerre, mais réalisée en février 1960) et le maintien d'un contrôle économique, politique et militaire sur les anciennes colonies africaines.»

«L'ennemi de l'intérieur»...

Après la crise de 2007 intervient ce qu'il appelle «le moment 2008», expression qui désigne ce tournant dans l'économie et la géopolitique mondiales, qui a donné aux dirigeants français l'opportunité de prendre l'offensive militaire du fait de «la réticence américaine».

Cette montée du militarisme et, en retour, la réponse terroriste, se sont prolongées par les mesures sécuritaires qui «visent bien au-delà des réseaux terroristes et reconstituent de plus en plus ouvertement les figures de l'ennemi de l'intérieur», qui désignait au 19^e siècle les «classes laborieuses, classes dangereuses» et désormais

putsch des généraux en Algérie qu'il désarme. S'instaure ce que Mitterrand appelait alors le «coup d'État permanent», qui deviendra cinq décennies plus tard l'état d'urgence permanent, qui institutionnalise ce rôle prépondérant des armées.

RENCONTRES DE LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE

Claude Serfati présentera son livre

JEUDI 27 AVRIL À 18 HEURES

à la librairie, 27, rue Taine, Paris 12^e.

les jeunes descendants d'immigrés, surtout maghrébins.»

Les institutions de la 5^e République en ont été le cadre tout naturel. L'état d'urgence vient à nouveau renforcer le poids de l'armée dans la société française, avec en corollaire les politiques sécuritaires et leurs engrenages.

Un livre à lire pour mieux comprendre les liens entre l'interventionnisme de l'impérialisme français, en particulier en Afrique, le poids de l'armée, la logique de l'état d'urgence et des politiques sécuritaires. Pour mieux comprendre aussi qu'il serait erroné de confondre la crise des partis institutionnels avec celle des institutions de la 5^e République...

Yvan Lemaître

Exposition



Ciao Italia!

Un siècle d'immigration et de culture italiennes en France

Au Musée national de l'histoire et de l'immigration (Porte Dorée) jusqu'au 10 septembre 2017

Ces immigrés italiens qui ont fait la France (1860-1960), du Risorgimento à la Dolce Vita de Fellini. Une période pendant laquelle l'Italie s'est vidée pour des raisons économiques et politiques de 14 millions de migrants, principalement vers l'Amérique latine, les États-Unis et l'Europe, où la société française, voisine et latine, a su absorber l'immigration la plus massive de son histoire (2 millions en tout, dont 800 000 en 1930). Pourtant, cela n'a pas été un long fleuve tranquille: de la xénophobie ordinaire du début à la chasse sanglante à Marseille et Aigues-Mortes des années 1880-1890, à la condescendance-bienveillance envers les «Ritals» lors de la forte intégration des années 1930 des Italiens fuyant le fascisme, à la reconnaissance enfin du travail et de la créativité des Italiens des années 1960, le regard des «Français», passionnel et paradoxal, change, allant du rejet à l'admiration à mesure que l'intégration s'opère. Au début simple travailleur manuel ou agricole, marchand ambulant, limonadier, musicien, puis mineur dans le nord, manoeuvre dans l'industrie, domestique, artisan dans les métiers du bâtiment, l'immigré italien arrive avec sa cafetière et sa machine à pâtes (j'ai toujours l'Impéria de mes parents...), mais aussi avec sa culture: la communauté se retrouve dans des quartiers spécifiques, des lieux de divertissement et de culte, mais reste ouverte et diffuse peu à peu dans tous les secteurs d'activité, contribuant à freiner le déclin de l'agriculture et participant de l'essor industriel de l'après-guerre: Simca, Ponticelli, Bugatti, etc. Commerces et restauration italiens font désormais partie du paysage. Le design italien s'ancre dans notre culture, de l'icône Vespa à l'ameublement et l'habillement. Des sportifs atteignent la renommée, boxeur ou cycliste tel Maurice Garin, premier vainqueur du Tour de France. Les artistes fils d'immigrés, Lino Ventura, Rina Ketty, Serge Reggiani, Yves Montand, contribuent au rayonnement culturel de la France. Des peintres et architectes, des cinéastes s'installent en France tels Modigliani, de Nittis, Cremonini, Severini, Magnelli, Cappiello, Cino del Duca... Une exposition séduisante qui montre la richesse possible des migrations à travers des documents d'archives, des objets cultes, des œuvres d'artistes modernes et contemporains. Autant d'empreintes de l'italianité dans la société et la culture française.

Ugo Clerico

Roman

Les femmes de Brewster Place, Gloria Naylor

10/18, 2016, 7,50 euros

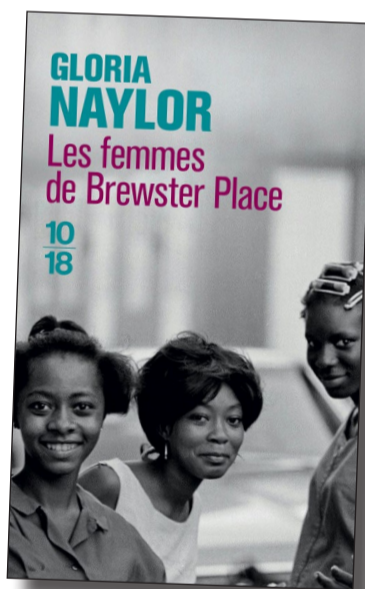
Paru dans les années 1980 aux États-Unis, pour la première fois en France en 1987, ce petit livre de 300 pages vient de faire l'objet d'une réédition en poche. Il avait reçu une prestigieuse récompense littéraire américaine, le National Book Award en 1983, et avait fait l'objet d'une adaptation télévisuelle par Oprah Winfrey en 1989. C'est un classique de la littérature afro-américaine, pour l'instant assez méconnu en France.

Le livre brosse le portrait d'une rue et de son histoire. Brewster Place est située dans une ville indéfinie du nord des États-Unis. Le ton est donné dès les premières lignes: «Brewster Place est un enfant bâtard: elle est le fruit de plusieurs rencontres clandestines entre le conseiller municipal et le directeur de la société immobilière Unico.» Cette rue est née sous de bons auspices après la Première Guerre mondiale. Mais la situation va se gâter au fil des générations: les premiers immigrés arrivent, des Italiens, qui font fuir les anciens habitants. À mesure que les immigrants progressent dans l'échelle sociale, ils laissent la place à d'autres, jusqu'à ce que la rue devienne un ghetto urbain noir.

Chaque chapitre retrace l'itinéraire d'une de sept femmes afro-américaines qui ont atterri là, dans ce bout du monde social, dans cette rue murée, sans perspectives. L'écriture est magnifique, ciselée, et on découvre l'histoire des Afro-américains, de la fin de l'esclavage jusqu'à leur vie dans les ghettos. Les relations avec les hommes sont toujours très difficiles, maris, fils, pères, étant infidèles, absents, alcooliques, violents. Peu

trouvent grâce aux yeux de l'auteur. Un cortège de misères donc, mais aussi des scènes drôles, tendres, émouvantes. Gloria Naylor, décédée il y a quelques mois à l'âge de 66 ans, évoque subtilement tous ces chemins difficiles par petites touches, avec délicatesse. Des amitiés se nouent, des beaux personnages de femmes sont évoqués. Ce voyage dans la vie de femmes afro-américaines vaut vraiment le détour.

Régine Vinon



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44

Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com

contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h - 20 h,

mardi au samedi :

12 h - 20 h

Musique

«Abuc», Roberto Fonseca

Impulse, 2016, 11 euros

Avec *Abuc* (Cuba), Roberto Fonseca offre un concentré de musique cubaine d'hier et d'aujourd'hui bourré d'énergie et stimulé par la modernité. *Abuc* est son huitième album chez Impulse. Véritable kaléidoscope de couleurs dansantes, l'album relate la riche histoire de la musique cubaine. Les époques se télescopent, les rythmes éclaboussent de couleurs tropicales.

Roberto Fonseca est devenu, en peu d'années, une «star». Acclamé en 2005 à Marciac lors de son passage avec Ibrahim Ferrer, membre fondateur du légendaire Buena Vista Social Club, peu de temps avant la disparition de ce dernier. Roberto avait aussi accompagné le Buena Vista Social Club en remplacement de Ruben Gonzalez. Pourtant, Fonseca représente beaucoup plus que

la musique traditionnelle cubaine, il représente surtout son avant-garde jazzistique. Comme il le raconte (en espagnol) dans le disque, il est né dans une famille très modeste mais a pu recevoir la meilleure formation musicale (Havana's Superior Institut of Art) sans que ces parents ne déboursent un peso. C'était – et c'est encore (?) – cela Cuba (Abuc). Son maître fut d'ailleurs une femme qui lui apprit le piano en alliant la délicatesse du toucher à un jeu puissant, avant que Roberto ne s'ouvre à toutes les écoles africaines, américaines et brésiliennes.

Abuc permet au musicien de renouer avec le vintage, le son imparfait des micros qui crachotent pour virer immédiatement dans la modernité. Les morceaux (14 au total) alternent con-



tranza, mambo, cha-cha-cha, danzon, boléro teintés de sons et d'ambiances contemporaines ou avant-gardistes. *Tumbao de la Unidad* permet d'entendre une guajira où les sonorités de la voix et de guitare électrique de Eliades Ochoa se mêlent à l'électro et aux percussions du Brésilien Zé Luis Nascimento. Les musiciens y appellent à l'amour, à la paix et à l'unité dans le monde.

Conradanza Del Espiritu débute très lentement avant que la masse orchestrale de cuivres et percussions rejoignent le piano. *Tierra Santa* accentue l'aspect classique de l'album tandis que *Afro Mambo* excite tous les sens avec un piano magique stimulé par les voix, percussions et cuivres de la formation qui accompagne l'artiste. Le grand trompettiste Manuel Guajiro Mirabal apporte sa touche nostalgique au titre *Despues*. L'album se termine comme il s'ouvre par une reprise du *Cubano Chant* de Ray Bryant (version orchestrale et piano solo pour conclure).

Au côté du pianiste, les intervenants sont nombreux : outre la chanteuse Daymé Arocena et le chanteur prodige Carlos Calunga, on retrouve Rafael Lay, Roberto Espinosa Rodriguez, les chanteurs de l'Orquesta Aragon et bien d'autres.

Abuc est un album qui n'est pas près de quitter vos platines et vous incitera, en plus, à découvrir les autres albums du maître.

Sylvain Chardon

Peux-tu nous présenter BDS France, et le contexte dans lequel la campagne s'est organisée, au plan international et ici ?

En Palestine occupée, les Palestiniens (plus de 171 associations de la société civile palestinienne) ont lancé cette campagne en 2005, un an après l'avis de la Cour internationale de justice qui préconisait le démantèlement du mur de l'apartheid.

C'est une campagne citoyenne, anti-raciste et non violente, qui, rappelons-le, s'inspire directement de la lutte victorieuse contre l'apartheid en Afrique du Sud. Elle a trois revendications :

- La fin de l'occupation et de la colonisation des territoires palestiniens et le démantèlement du mur de l'apartheid (à laquelle s'est ajoutée également la fin du blocus de Gaza) ;
- L'égalité pour les Palestiniens d'Israël ;
- Le respect et la protection du droit au retour des réfugiés palestiniens, comme le stipule la résolution 194 de l'ONU.

Il faut savoir que les réfugiés palestiniens représentent aujourd'hui la part la plus importante de la population palestinienne.

En France, BDS France a été créée en 2009. Après le massacre israélien « plomb durci » de 2008-2009 qui a fait 1500 morts, on a toutEes pris conscience, même s'il y avait eu déjà des actions BDS ici ou là, que le moment était venu de se coordonner au niveau national pour lancer de la manière la plus unitaire possible cette campagne en France.

En France, BDS France a été créée en 2009. Après le massacre israélien « plomb durci » de 2008-2009 qui a fait 1500 morts, on a toutEes pris conscience, même s'il y avait eu déjà des actions BDS ici ou là, que le moment était venu de se coordonner au niveau national pour lancer de la manière la plus unitaire possible cette campagne en France.

Les dirigeants israéliens ne cessent de parler de BDS. Quelles conséquences pratiques la campagne a-t-elle ici et en Israël ?

Malgré toutes les attaques, censures, tentatives d'intimidation, la campagne BDS continue de progresser, en France et dans le monde. C'est le bilan principal que je tire de la période actuelle.

Par exemple, nous venons de terminer la Semaine internationale contre l'apartheid israélien (IAW), et pour nous, malgré les tentatives de censure (l'ambassadeur d'Israël en France avait appelé à l'interdiction de cette Semaine), cela a globalement été un succès dans beaucoup de villes¹.

Aujourd'hui, la réalité, c'est que tout le monde le dit : Israël est un état d'apartheid. Même s'il a été censuré, un récent rapport de l'ONU conduit à cette conclusion, et soutient même la campagne BDS ! Il faut donc s'emparer de ce rapport, retiré sous la pression des États-Unis et d'Israël, et le faire connaître largement. On peut en consulter le résumé sur le site de la campagne².

On assiste à une offensive de l'État sioniste contre toutes celles et ceux qui soutiennent BDS. Les grands moyens semblent avoir été mis : loi d'interdiction du territoire pour « tous ceux qui appartiennent à une association prônant le BDS », criminalisation d'Omar Barghouti, un des co-fondateur de la campagne... Quelle riposte pouvons-nous envisager ?

Le régime d'apartheid israélien devient de plus en plus fascisant, et ses pratiques aussi. Il faut savoir qu'en 2016, le gouvernement israélien a alloué un budget de 30 millions d'euros spécifiquement pour combattre BDS, et qu'il s'agit d'une stratégie israélienne coordonnée à l'échelle internationale pour combattre le mouvement. Cela touche aussi maintenant les Palestiniens et les anticolonialistes israéliens qui soutiennent la campagne « de l'intérieur », comme on peut le voir avec ce qu'il vient de se passer pour Omar Barghouti.

Il faut riposter, déjà en déposant plainte en cas d'attaques/menaces et harcèlement, mais la manière la



« Malgré toutes les attaques, la campagne BDS continue de progresser, en France et dans le monde »

Entretien. Imen Habib est une des animatrices de la campagne BDS (Boycott – Désinvestissement – Sanctions) en France.

plus efficace de riposter est de continuer à développer et à intensifier la campagne BDS en France.

Les autorités politiques en France tentent de criminaliser les actions de soutien à la Palestine dont celles de BDS. Peux-tu faire le point sur le volet judiciaire ?

Effectivement, pour nous en France, contrairement à d'autres pays européens, la criminalisation de la campagne a commencé dès 2010 avec la circulaire dite « Alliot-Marie » (alors ministre de la Justice de Sarkozy) qui demandait aux procureurs de poursuivre systématiquement les militantEs de la campagne. Cette circulaire est tellement politique qu'elle précisait bien que seuls ceux qui appelaient au boycott d'Israël étaient ciblés. Ceux qui par exemple appellent au boycott de la Chine par rapport à la situation au Tibet ou au boycott du Mexique n'étaient pas concernés ! Cette circulaire a été renouvelée quelques jours avant l'arrivée de Christiane Taubira... qui ne l'a jamais abrogée.

Au niveau des procès BDS, il y a eu plusieurs classements sans suite, des relaxes mais aussi des condamnations. En octobre 2015, des militantEs alsaciens ont été condamnés par la Cour de cassation pour avoir appelé au boycott des produits israéliens, ce qui consisterait selon cette cour de « justice » à une « discrimination » des producteurs israéliens. Cette affaire n'est pas terminée puisqu'un recours a été déposé à la Cour européenne des droits de l'homme.



Quelles sont les campagne actuellement en cours ?

Il y a actuellement une campagne internationale en direction d'HP (Hewlett-Packard), entreprise connue pour ses ordinateurs mais plus encore pour ses imprimantes. Or aujourd'hui, HP est directement impliquée dans l'occupation et la colonisation et l'apartheid israélien. Sa technologie est notamment mise au service de la surveillance et du contrôle du peuple palestinien (système d'identification biométrique utilisé aux différents postes de contrôle israéliens, infrastructure informatique utilisée par la marine israélienne dans le cadre du blocus de Gaza, vente de technologie aux colonies, etc.).

Nous continuons aussi notre travail pour un embargo militaire contre Israël, et également en direction des différentes enseignes qui continuent de vendre des produits de l'apartheid israélien. Ce travail ne concerne pas que les grandes enseignes, nous avons aussi lancé un groupe de travail sur les enseignes bio, car malheureusement plusieurs d'entre elles continuent de proposer des produits étiquetés « Israël ».

Et bien sûr il y a le boycott culturel. La sortie du livre d'Eyal Sivan et d'Armelle Laborie *Un boycott légitime*³ a été un événement important, car ce livre apporte vraiment des éléments documentés sur comment l'État d'Israël utilise la culture et les événements culturels, y compris ceux organisés en France donc, pour promouvoir sa propagande.

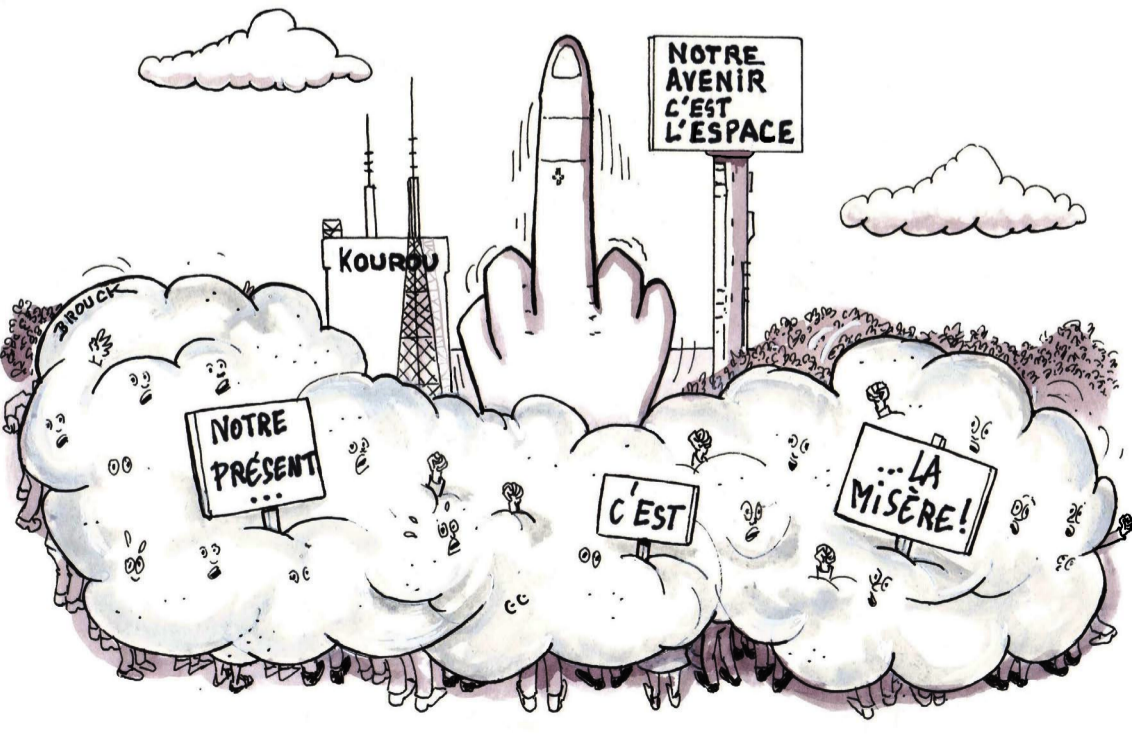
Le NPA soutient la campagne BDS. Quel message voudrais-tu faire passer à ses militantEs ?

Je n'ai qu'un seul message : rejoignez là où vous êtes la campagne BDS France, on a besoin de vous ! À travers les comités locaux de la campagne, dans son syndicat, sa fac... on a toutEes la possibilité de nous investir dans cette campagne, notamment à travers les différents groupes de travail de la Campagne BDS France.

Propos recueillis par Alain Pojolat

Plus d'informations, sur internet www.bdsfrance.org.
org et par mail campagnebdsfrance@yahoo.fr
1 – <https://www.bdsfrance.org/succes-en-france-de-la-13eme-semaine-internationale-contre-lapartheid-israelien-iaw>
2 – <https://www.bdsfrance.org/le-resume-officiel-partie-integrante-du-rapport-de-lescwa>
3 – Éditions La fabrique, 2016, 10 euros

L'image de la semaine



Vu ailleurs



INTERDICTION DE SE PROTÉGER DES MARÉES NOIRES ? L'Italie est poursuivie

devant un tribunal d'arbitrage international par Rockhopper Exploration, une compagnie britannique pétrolière et gazière qui lui réclame des dommages et intérêts. En cause : l'interdiction votée par le Parlement italien en janvier 2016 de toute nouvelle activité d'exploration et de production à moins de 12 mille marins de la côte, soit une vingtaine de kilomètres. Or, Rockhopper a obtenu en 2015 les autorisations pour exploiter un gisement sous-marin, situé dans l'Adriatique à environ dix kilomètres au large de la côte des Abruzzes. Le gisement est estimé à 40 millions de barils de pétrole et 184 millions de m³ de gaz. Après s'être vu refusé la concession en février 2016, suite à l'interdiction votée par le Parlement italien, Rockhopper fait aujourd'hui valoir que cette décision viole le traité de la charte européenne de l'énergie de 1998 censé « fournir une plateforme stable pour les investissements dans le secteur de l'énergie ». La multinationale a déclaré poursuivre l'Italie devant un tribunal d'arbitrage international pour « des dommages financiers très importants » sur la base de ses potentiels futurs profits et non des investissements passés.

Ce type de demandes de compensation de la part de multinationales se multiplient, en particulier sur le pétrole, le gaz ou l'exploitation minière, des secteurs que tentent d'encadrer les législations environnementales et de protection des travailleurs. En Europe, le géant suédois de l'énergie Vattenfall réclame plus de 3,7 milliards d'euros à l'Allemagne en compensation de sa décision de sortir du nucléaire. La compagnie canadienne Lone Pine Ressources réclame également 250 millions de dollars au Canada, suite au moratoire sur la fracturation hydraulique mis en œuvre par le Québec dans la vallée du Saint-Laurent. La société civile s'inquiète de voir le Ceta, l'accord de libre échange entre le Canada et l'Union européenne soutenu par François Hollande, occasionner de nouvelles mises en cause des réglementations environnementales dans les années à venir.

« Une multinationale pétrolière poursuit l'Italie pour avoir protégé son littoral », Sophie Chapelle, Bastamag, lundi 3 avril 2017

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

S'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM				
Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	6 mois 28 €	1 an 56 €	6 mois 20 €	1 an 40 €
Mensuel	6 mois 22 €	1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	6 mois 50 €	1 an 100 €	6 mois 38 €	1 an 76 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

S'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	25 € par trimestre
Hebdo	10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse : Ville :
Code postal : Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire : _____